

NOS PARTENAIRES > 2015

AMERIQUE LATINE | ASIE | AFRIQUE | LUXEMBOURG



astm
ACTION SOLIDARITE TIERS MONDE



LA SOLIDARITÉ
LE GESTE QUI COMPTE

EDITORIAL 3

AMÉRIQUE LATINE



CUC	07
SEAJUS	08
CENCOP	09
CDM	10
ISD	11
MCP	12
ADECAP	13
MIDE	14
FEDEPAZ	15
CEDIB	16
FDA	17
SF	18

AFRIQUE



ARFA	21
UBTEC-NAAM	22
CIDAP	23
CED	24
Le salut	25
GEME-SA	26
INADES	27
CADR	28

Impressum

Nos partenaires en 2015.
(Brennpunkt Drött Welt nr. 285), novembre 2014.

Edité par: Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg
tél.: 400 427 • fax.: 400 427 27
astm@astm.lu • www.astm.lu
CCPL IBAN LU76 1111 0099 9096 0000

Ont contribué à ce numéro: Marie-Claire Aranda, Gabriela
Caceres, Thérèse Gorza, Marc Keup, Monique Langevin, Cécilia
Raffaelli, Charles Schiltz, Nikolai Shillinglaw, Julie Smit, ea.

Nous remercions spécialement toutes les organisations
partenaires de l'ASTM pour leur contribution à ce numéro.

Photos: ASTM ou organisation partenaire respective.
Photo de couverture: ASTM
Impression: CA-Press / Esch-sur-Alzette

ASIE



ALROWWAD	31
PFU	32
SANTULAN	34
JANA JAGARAN	35
SOBTI	36
CHINTAN	37
NE-CBHP	39
KMP	40
PNFSP	41
MASIPAG	42
PDG	43

LUXEMBOURG



LE TRAVAIL AU LUXEMBOURG	44
SOUTENEZ L'ASTM	46

TABLEAU FINANCIER 47

EDITORIAL

L'année 2014 est la dernière année d'un contrat de financement de 5 ans avec la Direction de la Coopération du Ministère des Affaires Etrangères pour les projets en Amérique et en Asie. Le programme visait l'atteinte des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, déclinés en différentes actions dans les pays ciblés. Il sera remplacé par un nouveau programme qui débutera le 1er janvier 2015.

Au cours de cette année, l'ASTM a mené au sein de son groupe de suivi des projets un profond processus de réflexion pour élaborer les orientations de la nouvelle stratégie. L'objectif principal retenu reste le respect des droits humains. De façon concrète, l'ASTM a décidé de concentrer sa stratégie pour l'Amérique et l'Asie sur les relations entre société civile et gouvernement et a retenu comme méthodologie première le renforcement des capacités des partenaires au Sud et de leurs bénéficiaires.

Une société civile forte

Le chemin vers un monde plus juste et solidaire passe essentiellement par des changements politiques structurels. Ces changements sont possibles si une société civile forte, autonome et dynamique les réclame et s'engage pour la construction de systèmes politiques et sociaux plus justes.

L'ASTM vise donc à soutenir des partenaires qui se mobilisent pour assurer les principes élémentaires de la bonne gouvernance (comme la redevabilité, la transparence, le fonctionnement de l'État de droit, la démocratie). Concrètement, les organisations partenaires de l'ASTM développent des stratégies de plaidoyer actif comprenant, entre autres, le positionnement public sur des questions de société, l'intervention dans les politiques nationales et locales et la participation à des négociations et à des espaces d'interaction avec le gouvernement et les communes.

Dans des contextes où les services de l'État sont absents ou défaillants, des solutions temporaires au niveau local peuvent être mis en place. Le but est de garantir l'accès des populations aux services de base, tout en menant en parallèle un plaidoyer envers l'État pour qu'il prenne ses responsabilités.

Un renforcement de capacités basé sur trois volets

Pour remplir ces fonctions démocratiques cruciales et pour mettre en œuvre des projets qui favorisent une amélioration de la qualité de vie des populations, les organisations de la société civile doivent disposer des compétences techniques et organisationnelles adéquates.

Le renforcement des capacités en tant que tel n'est pas une approche nouvelle, mais constitue déjà une composante essentielle des projets soutenus actuellement par l'ASTM. En effet, dans les projets actuels nous retrouvons des activités d'auto-évaluation, des planifications stratégiques ou des manuels de gestion de qualité. Cependant une importance accrue sera consacrée au développement organisationnel. Ensemble avec nos partenaires, nous voulons améliorer la gouvernance interne et développer davantage les compétences techniques, administratives et financières. Les systèmes de suivi seront plus orientés vers l'atteinte des résultats.

En même temps, un renforcement technique des organisations partenaires vise à améliorer leurs capacités de fournir des services de base (tels que l'éducation, la santé, la formation, etc.), ainsi que leurs facultés de former et d'informer les bénéficiaires sur leurs droits d'accéder aux services publics (p.ex. à travers des formations, des supports d'information, etc.).

Finalement, la capacité des organisations pour analyser et pour agir sur leur environnement est très importante. Il est donc fondamental d'améliorer les capacités d'analyse des organisations, et plus particulièrement celles liées aux capacités d'influencer l'environnement politique.

En Afrique, le nouveau contrat en consortium avec SOS Faim a commencé cette année. Un aspect important est l'élargissement des synergies entre l'ASTM et SOS Faim, aussi bien au Luxembourg qu'entre les partenaires soutenus en Afrique.

Nos partenaires de longue date (ARFA, CED, CIDAP et le Salut) ont commencé leurs nouveaux programmes en 2014. Le domaine d'intervention principal reste l'agriculture biologique, y inclus l'organisation des producteurs et des démarches pour une meilleure commercialisation. Les expériences avec les 3 nouveaux partenaires au Togo (GEME-SA, CADR, Inades), avec lesquels nous avons commencé notre collaboration en 2013, ont été positives. Nous avons donc décidé de continuer la collaboration avec les trois organisations pour les prochains 24 mois, avant que la relation ne soit réévaluée fin 2015.

Votre soutien constant est indispensable

Sans votre générosité, tout le travail que vous pouvez découvrir dans cette brochure ne serait pas possible. L'ASTM a plus que jamais besoin de votre soutien constant. Nous remercions tous nos donateurs et sympathisants pour la confiance qu'ils nous témoignent et nous vous souhaitons une bonne lecture.



en coopération avec

GUATEMALA

CUC Comité de unidad campesina
SEAJUS Servicios jurídicos y sociales

HONDURAS

CENCOP Centro de comunicacion popular de Honduras
CDM Centro de los Derechos de las Mujeres

EL SALVADOR

ISD Iniciativa social para la democracia

BRÉSIL

MCP Movimento das comunidades populares

PÉROU

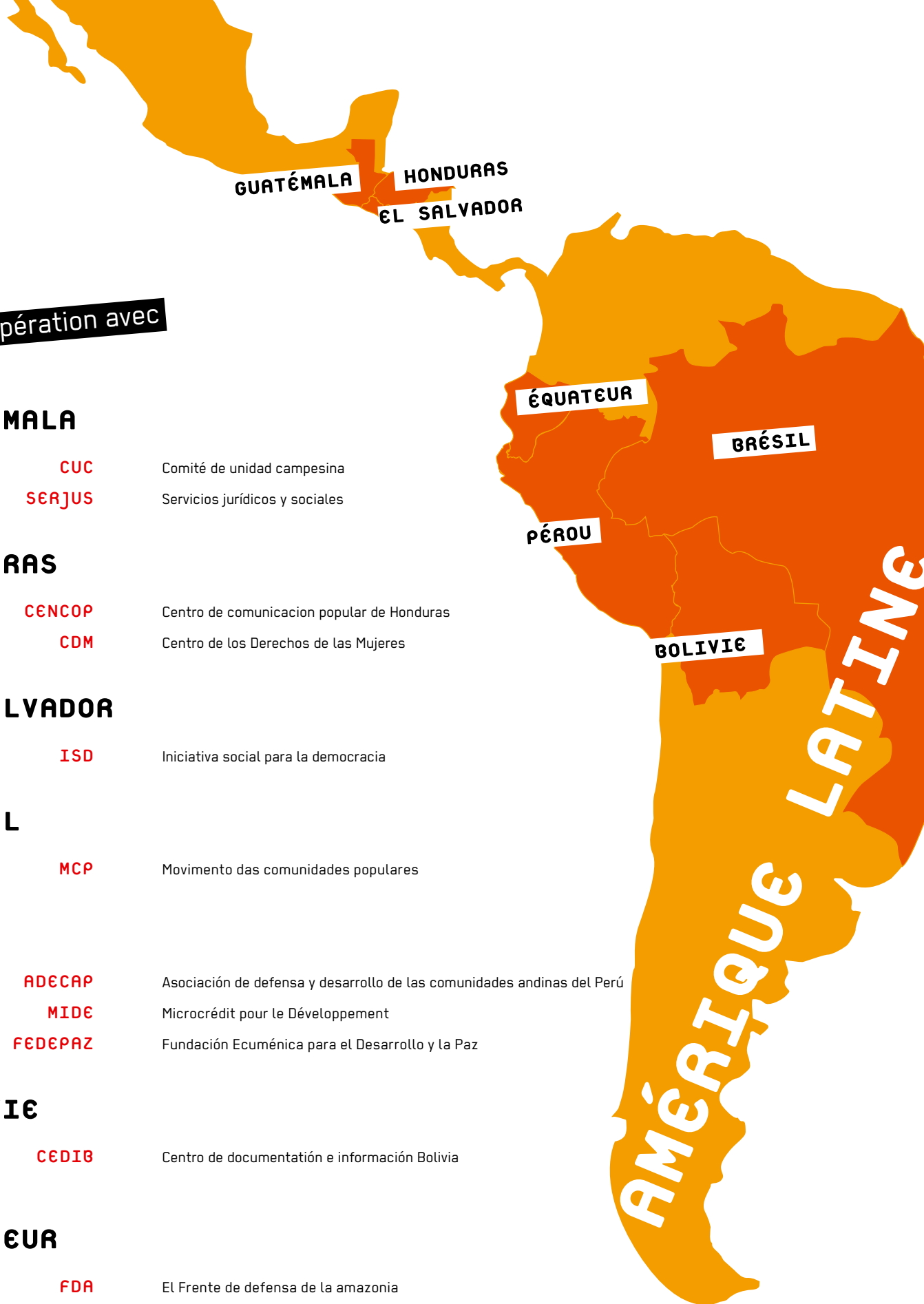
ADECAP Asociación de defensa y desarrollo de las comunidades andinas del Perú
MIDE Microcrédit pour le Développement
FEDPAZ Fundación Ecuánica para el Desarrollo y la Paz

BOLIVIE

CEDIB Centro de documentación e información Bolivia

ÉQUATEUR

FDA El Frente de defensa de la amazonia
SF Somos Familia



Amérique Latine

Les mouvements sociaux ne désarment pas

Dans le discours, le virement «à gauche» de certains pays d'Amérique Latine a conduit - à intensité variable selon les pays - à une politique de réorientation sur l'intégration régionale. Néanmoins, le commerce entre pays latino-américains représente toujours moins de 30% du commerce total de la région. Plus de 70% des échanges commerciaux s'opèrent avec le reste du monde : les exportations latino-américaines concernent majoritairement des matières premières vers les pays industrialisés et, de plus en plus, vers la Chine et le pays émergents d'Asie. Cela s'est fait au détriment des relations avec les EU, nonobstant les accords de libre-échange existants.

La redistribution de la rente de cette politique économique a apporté une croissance non négligeable, une réduction du taux de la pauvreté (de 43,9% à 30,4% en huit ans) et une réduction des inégalités dans plusieurs pays, alors que partout ailleurs, les inégalités ont augmenté. Néanmoins, il ne faut pas oublier que les contextes politiques et sociaux diffèrent fortement selon les pays et que l'Amérique Latine reste une des régions les plus inégalitaires du monde: dix des quinze pays les plus inégalitaires se trouvent dans cette région.

Un corollaire de cette politique de développement est le fait que les économies latino-américaines exportent des matières premières à hauteur de 75%. Le financement de la réduction des inégalités dépend donc généralement de la redistribution des revenus tirés de la hausse des exportations et des

prix des matières premières, plutôt que des recettes fiscales provenant de systèmes de taxation progressifs ou autres. Dans le contexte d'une conjoncture internationale instable, ces politiques peuvent rapidement être mises en péril lors d'une chute des prix pour les biens exportés.

Les gouvernements progressistes, même s'ils n'ont pas rompu avec l'hégémonie néolibérale, restent cependant confrontés à des pressions économiques. Parallèlement, ils affrontent des tensions importantes avec certains acteurs sociaux représentant le mouvement environnemental ou indigène. La consolidation de la structure primaire axée sur l'extraction de matières premières et sur l'agro-business est une source de conflit dans la plupart des pays. La Bolivie d'Evo Morales en est un exemple type, avec son « néodéveloppementalisme » et ses mégaprojets pétrochimiques, hydroélectriques, miniers et routiers qui sont contestés par ceux et celles qui luttent pour la souveraineté alimentaire et y voient une violation de la nouvelle constitution. En Equateur, le président Correa est lui aussi confronté à l'opposition de la principale organisation indigène du pays à ses projets d'extraction.

En Amérique centrale, la situation est encore plus grave. Menacés par la violence des « maras » (bandes criminelles), au Honduras, au Guatemala et au El Salvador, environ 65% des jeunes en âge de travailler quittent leur pays d'origine en s'aventurant dans une migration pour le moins incertaine. La réponse publique

aux conflits sociaux est marquée par la répression, la militarisation de la vie sociale et la criminalisation de la société civile. Les organisations se voient confrontées à des restrictions légales et même la coopération se retrouve par moments dans des difficultés. Mais les mouvements sociaux ne désarment pas pour autant, étant donné que la corruption, le manque de démocratie participative, le clientélisme, l'évasion fiscale, l'insécurité et l'injustice sociale n'ont pas été éradiqués, que le gouvernement soit de droite ou de gauche.

Cela dit, il est indéniable que l'on a assisté à un retour de l'Etat en Amérique latine, avec une augmentation importante des dépenses publiques et des interventions concentrées dans les secteurs sociaux. Ceci a eu un impact positif sur la qualité de vie de 30 millions de personnes qui ont pu sortir de la pauvreté. Les gouvernements dits progressistes ont été plus performants à ce sujet que leurs pairs d'orientation néolibérale. Mais la question du modèle de développement à long terme reste toujours sur la table. Au sein de la société civile, nos partenaires travaillent à la recherche d'éventuels modèles alternatifs.



CUC

Comité de Unidad Campesina

La défense du droit au territoire

Le CUC lutte pour le développement rural et l'amélioration des conditions de vie des paysans.

Au Guatemala, l'écart entre les pauvres et les riches se creuse. Les pouvoirs économiques du pays s'opposent à tout changement, tout en protégeant leurs propres intérêts économiques. Leur richesse provient essentiellement du contrôle de l'extraction de matières premières, comme les minerais ou la canne à sucre.

Comme dans d'autres pays, l'exploitation intensive des ressources naturelles va de pair avec la répression des populations locales qui s'opposent à

la spoliation de leurs terres et à la dégradation de leur environnement. Cette lutte est d'ailleurs systématiquement discréditée, à travers la diffamation des dirigeants sociaux et de leurs organisations. Les accusations infondées à l'encontre des acteurs sociaux constituent une atteinte à leurs droits humains et favorisent l'émergence d'un climat de violence.

Le CUC défend les droits des paysans

Dans ce contexte, le Comité d'Unité Paysanne (CUC) se bat pour le développement rural en promouvant l'accès à la terre et le respect des droits humains des paysans guatémaltèques. Les demandes formulées par le CUC pour une loi de développement rural intégral,

pour l'annulation des dettes agricoles provoquées par une réforme agraire échouée, pour le démantèlement des groupes armés, ainsi que récemment pour l'annulation de la « Loi Monsanto » sont toujours d'actualité.

Formation et assistance juridique aux plus démunis

Soutenu par l'ASTM depuis 2003, le CUC a mis en place un projet de formation et d'assistance juridique aux paysans dans 6 provinces guatémaltèques. Deux avocats et une assistante accompagnent les paysans dans plus de 60 contentieux qui s'étendent dans le temps selon les caprices d'une justice souvent évasive. Outre le suivi des cas judiciaires, les juristes forment les paysans afin de les rendre plus autonomes face à un système qui leur échappe.

Ce travail est fait par des membres des communautés atteintes, ainsi que par une équipe de défenseurs des droits humains qui déploient leurs capacités dans un climat de forte insécurité, comme le témoigne l'agression et les menaces subies par le coordinateur du CUC cette année.

► www.cuc.org.gt



Le CUC fournit entre autres une assistance juridique aux petits paysans.



SERJUS

Servicios Juridicos y Sociales

Appui à l'école méthodologique d'éducation populaire

Le SERJUS vise le renforcement des capacités citoyennes des organisations sociales.

Dans presque la moitié des communes au Guatemala, plus de 50% des habitants gagnent moins de 1 dollar par jour. Actuellement, 30% des adultes n'ont pas été scolarisés. L'inégalité dans le pays n'a pas été réduite et les écarts internes entre les régions rurales et régions urbaines persistent. Parmi les plus touchés par la pauvreté, se trouvent les femmes et les indigènes.

La pauvreté, comme problème social, ne concerne pas seulement le niveau des revenus ou l'accès aux conditions maté-

rielles. La pauvreté porte aussi atteinte aux capacités humaines, en affaiblissant sérieusement les possibilités des personnes à améliorer leurs conditions de vie. Il est donc fondamental de développer des initiatives visant à rompre le cercle vicieux de pauvreté et d'exclusion en développant les capacités des sociétés de prendre leur destin en main.

L'éducation pour la démocratisation

Une des raisons principales qui a motivé la création de l'organisation SERJUS fut le besoin exprimé par les organisations rurales d'appuyer le processus de réparation physique et morale après les années de guerre civile. Depuis, SERJUS a impulsé un travail participatif, ancré dans les communautés, récupérant

aussi les formes culturelles mayas fortement stigmatisées. À partir de l'éducation populaire, il travaille pour l'intégration des communautés comme acteurs économiques, sociaux, culturels et politiques.

Pour ce faire, SERJUS accompagne les processus de formation et d'organisation. Après plusieurs initiatives soutenues par l'ASTM, SERJUS constate qu'elles ont permis d'articuler davantage le travail de la société civile, ainsi que de structurer certaines visions plus stratégiques, indispensables pour l'action sociale. Néanmoins, il reste encore du travail à faire dans ce domaine.

L'articulation à partir de la construction collective

Le projet actuel vise l'appui à l'école des dirigeants dans la partie occidentale du pays, le renforcement du réseau d'éducateurs populaires et le développement d'une stratégie de communication permettant aux organisations lointaines d'accéder aux expériences éducatives.

Pour réaliser ce projet, SERJUS compte reproduire du matériel pédagogique élaboré par eux précédemment. L'organisation va également mettre en œuvre certains modules de formation pour les leaders sociaux, organisera des rencontres et des activités culturelles et diffusera une série d'émissions sur les ondes des radios communautaires.

► www.serjus.org.gt



Serjus accompagne des processus de formation et d'organisation.



CENCOP

Centro de Comunicacion Popular de Honduras

Renforcement du mouvement social hondurien

CENCOP améliore les compétences des organisations sociales à travers l'éducation populaire.

Ces dernières années, les gouvernements honduriens ont promu des grands projets économiques qui ont détruit les écosystèmes et qui ont contribué à la marginalisation de la population locale. Les régions de El Aguan et Santa Barbara se trouvent parmi les plus touchées. Avec plus de 50 concessions minières, ces régions voient leurs fleuves contaminés et leurs forêts sérieusement menacées. L'action combinée des différents acteurs économiques s'ajoute à la pression exercée par des groupes illégaux qui cherchent eux aussi

à dominer la zone. La réponse répressive du gouvernement, qui essaie de « sécuriser » la région par la voie de la force militaire, ne fait qu'intensifier les conflits avec la population locale. Dans ce contexte, les mouvements sociaux jouent un rôle crucial pour défendre les droits de la population.

Le CENCOP : la formation comme outil

L'objectif de CENCOP est le renforcement des organisations sociales de base moyennant l'éducation permanente. Soutenue par l'ASTM depuis 2005, l'organisation a mis en place une école d'éducateurs populaires ayant pour but la formation de leaders capables de renforcer le mouvement social hondurien.

Formés selon la méthodologie de Paulo Freire, les membres du CENCOP travaillent avec ce que l'on appelle la « pédagogie de la question ». Ils ne se proposent pas comme des instructeurs ou des formateurs, mais comme des facilitateurs à partir de la réalité concrète des participants.

Renforcer le mouvement social par la formation des dirigeants

L'action 2015-2016 vise à développer les compétences de 75 leaders de différentes organisations sociales des régions El Aguan, Santa Barbara et la région sud (Choluteca et Valle). Au-delà des formations de leaders, le projet mettra aussi en place des espaces formatifs ouverts à la communauté et organisera des rencontres régionales entre les acteurs sociaux.



L'objectif de CENCOP est le renforcement des organisations sociales.

Parallèlement, 36 leaders formés lors des éditions précédentes prendront en charge à leur tour des processus de formation avec des leaders locaux. Les membres du CENCOP accompagneront ce volet ayant pour objectif la consolidation des capacités développées auparavant.



CDM

Centro de los Derechos de las Mujeres

Sensibiliser, former et agir contre la violence à l'égard des femmes

CDM cherche à dévoiler la réalité des violences contre les femmes et à faire réagir les acteurs sociaux.

Toutes les 18 heures une femme est assassinée au Honduras, un pays qui compte environ 8 millions d'habitants. En 2013, le Honduras a introduit dans le Code Pénal le concept de « féminicide », c'est-à-dire le meurtre de femmes pour des raisons de genre. Après l'entrée en vigueur de la catégorie pénale, 300 cas de féminicides ont pu être identifiés. Seuls 7 d'entre eux ont été traités devant les tribunaux du pays.

À côté des assassinats, le nombre des disparitions augmente également. Les

cimetières clandestins indiquent que les cas rapportés sont largement en-dessous du nombre réel. Mais la peur et la méfiance à l'égard des autorités policières et judiciaires pousse les familles à garder ces situations secrètes. C'est également le cas pour les délits sexuels commis contre les femmes.

Agir contre la discrimination et la violence

Depuis 1994, le CDM promeut les droits des femmes et travaille pour le renforcement de leur autonomie. Dans ce cadre, notre partenaire développe des initiatives dans les domaines de l'emploi, de la violence envers les femmes, des droits sexuels et reproductifs, et de la participation citoyenne.

Le CDM veut sensibiliser, former et interpeller

Le projet prévoit une formation en leadership pour 25 femmes provenant d'organisations locales. Parallèlement, l'action vise la production d'information sur les violences à l'égard des femmes à partir de l'observatoire des droits humains des femmes, mis en place par le CDM il y a 12 ans. L'observatoire rassemble et analyse des informations de presse, mais aussi des registres des institutions de sécurité et justice du pays.

L'information est diffusée sous la forme de brochures, ainsi que sur le site internet et les réseaux sociaux. Tout au long du projet, une action de plaidoyer est programmée, ayant pour but la diffusion de l'information ainsi que la construction d'alliances avec des acteurs politiques agissant (ou pas) sur le sujet. Finalement, des actions de sensibilisation sont aussi envisagées.

► www.derechosdelamujer.org



Le CDM mobilise les femmes à la défense de leurs droits.



ISD

Iniciativa Social para la Democracia

Renforcer le contrôle citoyen sur les pouvoirs publics

ISD promeut des processus de transparence publique et de bonne gouvernance.

Durant les dernières années, El Salvador a fait des avancées importantes en matière législative concernant, entre autres, l'éthique gouvernementale, la transparence, la lutte contre la corruption et la violence sociale. Néanmoins, la corruption reste l'un des gros problèmes du pays et absorbe une partie importante des ressources disponibles au niveau national et municipal. Il est donc fondamental de viser une gestion démocratique et transparente des ressources financières et environnementales.

En matière de transparence, la loi d'accès à l'information publique, adoptée en 2012, a généré de grandes attentes, mais sa mise en œuvre reste encore un défi. La majorité de la population ne connaît pas l'existence de cette loi et plus de 80% des municipalités n'ont pas mis en place les bureaux d'information prévus.

L'ISD s'engage pour les droits des citoyens

Après 20 ans d'expérience, l'ISD continue son effort d'intégrer d'amples secteurs de la population à la vie politique. Au-delà de l'acte de vote, les citoyens doivent s'approprier la responsabilité sociale que le système démocratique leur concède. Pour



ISD développe entre autres des mécanismes de contrôle citoyen.

l'équipe de l'ISD ce travail implique la formation de leaders, l'assistance technique et légale, ainsi que l'organisation autour des besoins de la population. Forte de son expérience, l'ISD a réussi à développer un modèle qui a permis des progrès importants dans le domaine de l'institutionnalisation des mécanismes de participation citoyenne, diminuant ainsi la pratique traditionnelle basée sur l'autoritarisme et l'exclusion.

Dans le cadre de la nouvelle loi, le projet vise d'une part à appuyer les municipalités pour qu'elles garantissent l'accès des citoyens à l'information publique et d'autre part, il cherche à renforcer les organisations citoyennes locales afin qu'elles participent activement à

la gestion publique et contribuent ainsi à l'exercice des droits. Il vise aussi la création de mécanismes de suivi et de contrôle citoyen de la gestion publique dans 8 municipalités salvadoriennes.

Ces actions ont permis de créer une nouvelle relation de coopération entre la société civile et les institutions gouvernementales, ce qui est important tant pour le développement local, que pour la bonne gouvernance.

► www.isd.org.sv



MCP

Movimento das Comunidades Populares

Les communautés comme une réponse solidaire

MCP promeut la solidarité et l'entraide pour combattre la pauvreté.

Après une décennie de croissance rapide et un vigoureux développement économique, le Brésil a atteint une phase délicate où il doit gérer l'économie tout en respectant les demandes et les aspirations croissantes de sa population.

Toutefois, rien n'indique qu'il y aura un changement profond du modèle. Un examen approfondi de l'économie brésilienne montre qu'au lieu de s'industrialiser, elle est en train de se reconcentrer sur son secteur primaire,

en mettant fortement l'accent sur l'exploitation de ses ressources naturelles, ce qui hypothèque l'avenir des générations présentes et futures.

Un réseau de solidarité et de participation

Créé par des communautés issues de l'exode rural, le « Mouvement des communautés populaires » a choisi l'organisation communautaire pour répondre aux problèmes économiques et sociaux qui se posent aux populations des périphéries urbaines.

Face à de multiples défis (se nourrir, se loger, trouver un emploi, résister aux violences, aux drogues, aux gangs...), les militants issus du syndicalisme rural ont su progressivement concevoir et

mettre en œuvre un véritable modèle de développement communautaire qui fait maintenant école.

Sur base des valeurs humaines de solidarité et de démocratie participative, le MCP cherche à impliquer la population des quartiers défavorisés, surtout les jeunes, dans la recherche de solutions aux problèmes liés à la pauvreté en créant en même temps un réseau de solidarité et d'entraide.

Deux ONG luxembourgeoises collaborent avec le MCP

Le nouveau projet triennal s'appuie sur la consolidation réussie de 39 communautés organisées de manière effective pour viser une expansion de 30% du nombre des communautés. Trois axes principaux serviront à promouvoir la naissance et l'organisation de ces nouvelles communautés : la coordination, la communication et la formation.

Le partenariat entre Solidaresch Hellef Réiserbann, ASTM et ANACOP se poursuit depuis plusieurs projets et nous constatons que l'impact des communautés populaires contre la pauvreté est important tant par le nombre des emplois créés que par les liens de solidarité qui unissent les membres des communautés. Moins formelle qu'une assurance sociale, cette solidarité est surtout un rempart humain essentiel contre l'adversité.





ADECAP

Asociación de Defensa y Desarrollo de las Comunidades Andinas del Perú

Améliorer les conditions de santé dans 15 communautés Quechuas

ADECAP encourage les communautés Quechuas à s'intégrer dans le système de santé public.

Malgré l'amélioration globale des indicateurs sociaux au Pérou, la malnutrition chronique des enfants en-dessous de 5 ans reste un problème alarmant. L'État s'investit dans la problématique, mais il manque encore une action intégrale qui vise des changements de comportement plus durables. Les programmes sociaux ont du mal à atteindre les gens dans des lieux éloignés et difficilement accessibles. Aussi, les politiques publiques se heurtent aux différences culturelles qui séparent les communautés autochtones d'un État hispanophone et occidental.

ADECAP réussit là où l'État n'arrive pas

Constituée en 1985, ADECAP est une association qui regroupe 92 communautés andines de la province de Tayacaja. Elle lutte dans le respect et la promotion de la culture andine contre sa marginalisation et son extrême pauvreté.

La stratégie d'ADECAP est basée sur une approche intégrale du problème de santé : elle travaille en collaboration avec les familles et les autorités communautaires et, dans la mesure du possible, avec les services locaux du Ministère de la Santé. Il s'agit de responsabiliser progressivement les acteurs étatiques et de les impliquer dans la résolution des problèmes auxquels les



Les collaborateurs de ADECAP entretiennent une relation de confiance avec les communautés locales.

communautés indigènes sont confrontées. Faisant partie des communautés locales, les membres de l'ADECAP maîtrisent la langue quechua et partagent leurs codes culturels, ce qui leur permet de réussir là où l'État n'arrive pas.

Changer les mentalités

Le projet concerne l'accompagnement de 250 familles pour améliorer leurs conditions de santé et de nutrition grâce à la production de cultures diversifiées et écologiques. ADECAP donne des formations en nutrition et en matière de pratiques sanitaires, et facilite l'accès à des services de prévention et à des soins prénatals du service étatique. Les familles sont également aidées pour obtenir des documents d'identité, leur

permettant d'exister légalement et de s'inscrire aux programmes publics.

La méthodologie de travail repose fortement sur l'accompagnement par des animateurs, mais aussi sur le partage d'expériences entre les bénéficiaires. Ce dernier élément est fort apprécié par les communautés. Il permet de donner une vision positive des résultats et de montrer que, même dans les difficiles conditions de vie qu'ils subissent, le changement est possible.

► www.adecapperu.com



MIDE

Microcrédit pour le Développement

Amélioration de la qualité de vie des femmes Quechuas de la région de Cusco

Lutter contre la pauvreté en encourageant la formation des femmes, actrices principales du changement.

La région de Cusco est riche en ressources archéologiques, culturelles et naturelles, mais elle est aussi une des zones les plus pauvres du Pérou. Plus d'un tiers de sa population n'a pas d'électricité ni d'eau potable et la malnutrition présente un taux de 45%.

Le tourisme et l'activité minière sont développés par des groupes étrangers et ne produisent que peu de retombées pour l'économie locale. À côté d'un secteur productif moderne et puissant, lié aux marchés internationaux, on trouve un secteur traditionnel, le plus souvent informel ou rural, qui peine à subsister sans pouvoir produire des excédents ni améliorer les conditions de vie de la population.

Dans ce contexte de grande pauvreté, les femmes indigènes sont les plus marginalisées, victimes d'un modèle patriarcal et de barrières culturelles. En effet, 76% de la population analphabète sont des femmes et elles sont souvent mal informées et exclues de la vie sociale, économique et politique.

MIDE propose une approche intégrale

MIDE est une institution de microfinance pour les femmes indigènes. Sa mission est de favoriser l'emploi et



MIDE travaille pour l'émancipation des femmes indigènes.

l'entrepreneuriat féminin tout en luttant contre les inégalités entre hommes et femmes. L'association cherche à conscientiser les femmes sur leurs droits et à développer leur capacité à utiliser les microcrédits comme un outil d'émancipation. C'est pourquoi les services financiers sont accompagnés de formations en leadership, estime de soi et en gestion, entre autres.

Les femmes, actrices de leurs destins

L'objet du projet est de lutter contre la pauvreté qui sévit dans les communautés de Paucartambo en améliorant la qualité de vie à travers la mobilisation des femmes indigènes. Pour ce faire, MIDE cherche à promouvoir le « kawsay Allin » (bien vivre), comme un complément stratégique de son programme de

microcrédit, basé sur le leadership des femmes organisées en « Groupes solidaires (GS) » (groupes constitués pour gérer les microcrédits de MIDE).

Le présent projet vise la formation de 300 femmes dans 17 communautés quechuas. Les bénéficiaires s'organisent en « groupes solidaires », déjà constitués pour la gestion des microcrédits, au sein desquels se déroulent les activités de formation.

Ce travail fournira les leaders qui agiront comme des agents de développement. L'expérience entrepreneuriale est ainsi renforcée par les capacités collectives et liens solidaires créés entre les participantes.

► www.midecusco.org



FEDEPAZ

Fundación Ecuaménica para el Desarrollo y la Paz

Pour la défense des droits des communautés autochtones

FEDEPAZ appuie et forme des populations indigènes afin qu'elles puissent défendre leurs droits.

Au Pérou, la reconnaissance des droits des peuples autochtones est un long processus qui est loin d'être terminé. Pour y aboutir, le renforcement des capacités des populations locales s'est avéré comme un élément indispensable.

Le Pérou a été le premier pays dans la région à se doter d'un instrument légal pour sauvegarder les droits des indigènes à leur terre : la loi de la consultation préalable approuvée en 2011. Cette loi prévoit que les communautés soient informées et consultées avant la mise en place d'un grand projet économique ou d'infrastructure sur leur territoire.

Néanmoins, son application est très défectueuse. Les communautés continuent de faire l'objet de toute une série d'abus, ce qui provoque des conflits entre elles et les acteurs économiques, y compris l'Etat. Face à la protestation sociale, le gouvernement mise sur la répression, provoquant de nombreuses victimes, et instrumentalise le droit pénal contre les communautés.

Pour la défense des droits

FEDEPAZ eut comme première vocation la défense des droits humains lors du conflit armé interne dans les années 1990. Avec la forte augmentation du



FEDEPAZ défend notamment les communautés qui sont confrontées à des projets d'exploitation minière.

nombre de concessions minières dans les années 2000, engendrant de graves problèmes environnementaux et de violents conflits sociaux, la fondation a élargi son champ de travail en incluant la promotion et la défense des droits économiques, sociaux et culturels. FEDEPAZ conseille et accompagne les victimes de violations des droits humains auprès des instances nationales et internationales. La fondation encourage la participation citoyenne dans l'élaboration de politiques publiques et elle vise l'installation d'une jurisprudence dans des sujets emblématiques.

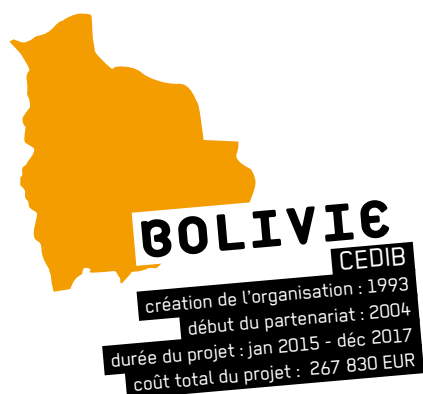
Protection des victimes

Le projet veut s'attaquer à la difficulté des peuples autochtones à établir

un dialogue à hauteur égale avec les acteurs étatiques et économiques, afin qu'ils puissent participer dans la définition des politiques publiques qui les concernent. Ce travail de renforcement des capacités est complété par l'assistance légale aux victimes de la criminalisation dont les mouvements sociaux font actuellement l'objet.

Finalement, le soutien à la mise en place d'institutions publiques s'occupant des affaires indigènes continuera. Ceci implique un travail de sensibilisation des pouvoirs publics, la formation des fonctionnaires, ainsi que le renforcement des capacités des organisations indigènes.

► www.fedepaz.org



CEDIB

Centro de Documentación e Información Bolivia

Faciliter l'accès à l'information

Le CEDIB vise le renforcement des organisations sociales afin de les impliquer dans l'élaboration d'un modèle durable de gestion des ressources naturelles.

Les prix élevés de matières premières et la surexploitation des écosystèmes sont les raisons de la performance macro-économique bolivienne. Dans le secteur des hydrocarbures, par exemple, ceci s'exprime par une croissance imposante des zones d'exploration qui ont presque doublé entre 1999 et 2012, atteignant les 24 millions d'hectares.

Dans un autre secteur, l'activité minière, la superficie actuelle est supérieure à celle dédiée à l'activité agricole. Dans ce domaine, les principales cultures sont le soja et la canne à sucre, tandis que le pays est déficitaire dans la production de blé. Pour leur part, les revenus fiscaux, n'ont été dédiés ni à ériger une capacité industrielle ni à renforcer des secteurs spécialement fragiles.

Le CEDIB et le renforcement des compétences

Le CEDIB est une organisation spécialisée dans la production et la diffusion d'informations sur les ressources naturelles. Le CEDIB met à disposition du public un centre de documentation et élabore des bases de données thématiques ainsi que du matériel éducatif centré sur l'exploitation de la richesse naturelle bolivienne.

L'équipe du CEDIB travaille coude à coude avec la société civile en fournissant des données utilisées par les organismes étatiques, la presse et les universités, entre autres.

Le CEDIB agit pour le respect des droits humains

L'action 2015-2016 cherche à promouvoir des alternatives durables pour la gestion des ressources naturelles. Pour ce faire, le projet veut renforcer la qualité du débat parmi les acteurs sociaux en y intégrant la problématique de l'extraction intensive de ressources naturelles et en dévoilant son impact sur les droits économiques et sociaux.

Concrètement, le CEDIB produira des matériaux d'information sur les

ressources naturelles et les droits humains. Aussi, le projet prévoit de continuer les formations orientées à différents publics, parmi lesquels des groupements de femmes et des jeunes étudiants.

► www.cedib.org



CEDIB entretient notamment des archives avec des bases de données thématiques.



FDA

El Frente de Defensa de la Amazonia

Défendre les droits humains et environnementaux

Le FDA forme des leaders de communautés de l'Amazonie afin qu'ils puissent défendre les droits humains et environnementaux sur leur territoire.

L'arrivée au pouvoir en 2006 de Rafael Correa Delgado avait suscité beaucoup d'espoirs de changement. En 2008, le peuple équatorien se dotait d'une Constitution garantissant la protection de la nature. Mais en même temps, l'industrie minière a été incitée à augmenter sa capacité de production. Les grandes multinationales disposent aussi d'outils juridiques leur permettant d'échapper aux poursuites judiciaires, ce qui fait que les secteurs les plus vulnérables, tels que les communautés, les peuples autochtones, les organisations sociales,

deviennent des proies faciles pour l'ambition démesurée des pétroliers.

Pendant ce temps, la situation des communautés appuyées par le FDA ne fait que se dégrader. Les eaux sont gravement polluées, tout comme les terres. Dans certaines communautés, la population doit, en plus, subir en continu le bruit assourdissant des machines qui perforent le sol. Les nouvelles explorations se font toujours sans respect pour l'environnement. C'est dans ce contexte que vivent les leaders qui fréquentent l'école du FDA.

Le FDA lutte pour le respect des droits

Le FDA est un regroupement d'organisations de bases et de communautés de l'Amazonie créé en 1994

pour appuyer les communautés dans leur lutte contre les désastres environnementaux et pour la défense des droits humains. Le FDA assure en permanence un important travail d'analyse et de réflexion sur le rôle que doit avoir l'organisation sociale afin d'affronter les conflits auxquels les populations sont confrontées. Cela passe par le renforcement du processus de formation.

L'une des principales activités de FDA est son école de formation de leaders, créée en 2009, qui a pour vocation de développer et renforcer les capacités locales afin que les communautés puissent compter avec des hommes et femmes capables de défendre leurs droits.

Appui à l'Ecole

L'objectif de la formation est d'amener les leaders à être capables d'identifier les problèmes de leur communauté, et par la suite, d'essayer de les résoudre. L'action présente consiste en la formation de 130 leaders (hommes et femmes). Elle se déroulera en 4 endroits: Lago Agrio, Shushufindi, Coca et Puerto Napo. Elle est dispensée par une équipe de 12 animateurs pratiquant une méthodologie participative d'éducation populaire.

A la fin des 2 ans de formation, les étudiants qui ont suivi avec satisfaction tout le processus recevront un diplôme certifié par l'Université San Francisco de Quito.

► www.fda.org.ec



Les communautés locales sont gravement affectées par l'exploitation pétrolière.



SF

Somos Familia

Aider les enfants en situation d'exclusion

Somos familia se bat pour le respect des droits humains dans les prisons et s'occupe plus particulièrement des enfants dont les parents sont incarcérés.

La population carcérale continue à augmenter en Equateur. A titre d'exemple, lorsque en 2005 la fondation Somos Familia a commencé à développer des activités dans la prison des hommes, la population carcérale était alors d'environ 200 personnes. Actuellement, elle est cinq fois plus importante. L'une des raisons est la multiplication des motifs d'incarcération et l'allongement de la durée des mises en examen. Afin d'augmenter le nombre de places, de nouvelles prisons ont été construites, notamment celle de Turi à côté de Cuenca.

Le droit à l'éducation

Créée en 2004, la fondation Somos Familia a pour objectif la défense des droits humains. Elle s'attache tout particulièrement aux populations les plus défavorisées que sont les personnes emprisonnées. Lors de ces activités auprès des femmes et des hommes incarcérés, elle a fait le douloureux constat qu'au delà des graves difficultés de ces personnes, les plus touchés étaient leurs enfants. C'est ainsi que SF a conçu le projet d'aider ces enfants en les appuyant dans leur travail scolaire et en les faisant participer à des activités socio-éducatives.

Renforcer les liens familiaux

Depuis 2011, l'ASTM appuie SF dans ses activités avec les enfants. Lors d'une récente visite, on a pu constater l'importance de ce travail et décider de sa continuation. L'action qui va commencer début 2015 concerne 75 enfants et pré-adolescents qui, pour être des enfants de parents incarcérés dans les prisons de Cuenca, se trouvent en situation d'exclusion et de vulnérabilité.

Ces enfants reçoivent un appui scolaire 3 fois par semaine à raison de 3 heures à chaque fois. Cet appui a pour but de compléter l'enseignement dispensé dans les écoles et se déroule dans la maison de SF. Ils reçoivent un repas, puis en petits groupes une aide aux de-

voirs par des volontaires universitaires. L'après-midi se termine par des activités socio-éducatives et les enfants sont ensuite raccompagnés à leur domicile.

Le soutien scolaire est complété par un programme de développement humain qui consiste en des activités culturelles: sorties, visites, etc. Un appui social avec un psychologue est également organisé, visant la restauration des liens familiaux. Pendant toute la durée de l'action, les animateurs et responsables de SF rencontreront les familles, que ce soit en prison, ou à l'extérieur, pour échanger avec elles sur les avancées/ difficultés rencontrées par les enfants.



Somos Familia s'occupe notamment des enfants dont les parents sont en prison.



en coopération avec

BURKINA FASO

ARFA
UBETEC-NAAM

Association de recherche et de formation agro-écologique
Union des Baoré Tradition d'Epargne/Crédit - Naam

TOGO

CIDAP
CED
LE SALUT
GEME-SA
INADES
CADR

Centre international pour le développement agro-pastoral
Centre pour l'écologie et le développement
Solidarité en action pour la lutte contre la pauvreté
Gens des médias de la région des savanes
Institut Africain pour le Développement Economique et Social
Centre d'Action pour le Développement Rural

Afrique

Same procedure as every election ?

Pendant toute l'année 2014, les nouvelles de la vie politique au Togo et au Burkina Faso n'étaient pas très bonnes et donnaient le sentiment d'un déjà-vu. L'espoir d'une meilleure gouvernance politique en vue des élections prévues en 2015 semblait à nouveau être déçu. Pendant les deux premières années après les dernières élections présidentielles, les deux chefs d'Etat, Faure Gnassingbé au Togo et Blaise Compaoré au Burkina Faso, se donnaient ouverts au dialogue, cherchaient « la conciliation nationale » et voulaient améliorer la démocratie. A partir de la troisième année, les réformes promises se faisaient toujours attendre et le dialogue devenait plus dur. Le travail de la presse était entravé et l'opposition de plus en plus mise à l'écart. Quelques mois avant les élections présidentielles de 2015, les deux présidents ont tout fait pour rester au pouvoir.

Au Togo, les préparatifs du palais présidentiel pour les élections se sont faits sentir à partir de la fin de l'année 2012 : arrestation d'un grand nombre d'opposants, oppression de démonstrations d'étudiants avec des morts et interdiction de journaux critiques. Sur la dernière ligne droite, rien n'est laissé au hasard. Le 09 octobre 2014, le Colonel Alex Yotrofaï Massina a été nommé au poste de directeur général de la gendarmerie nationale. Ancien chef du service de renseignement national, il était largement impliqué dans les meurtres et cas de torture suite aux émeutes de 2005. Sa nomination est une provocation et un avertissement en même temps. Pour l'opposition, il s'agit d'un message

très clair du Président qui dit que toute réforme démocratique au Togo sera étouffée d'emblée.

Au Burkina Faso, Blaise Compaoré est arrivé au pouvoir suite à un coup d'Etat en 1987. Il a gagné les élections présidentielles en 1991 et en 1998. Après sa victoire en 1998, il avait annoncé des réformes et sa volonté de démocratiser le pays. Un amendement constitutionnel avait été adopté en 2000 qui limite la présidence à deux mandats et qui réduit la durée d'un mandat de sept à cinq années. Blaise Compaoré a néanmoins été candidat pour les élections en octobre 2005, puisque l'amendement n'avait pas été appliqué de manière rétroactive, ce qui avait remis le compteur à zéro en 2000. Il gagna les élections en 2005 et en 2010 avec chaque fois près de 80% des voix. Selon la constitution, il devait donc finalement prendre sa retraite politique en 2015, mais Blaise Compaoré n'avait manifestement pas l'intention de partir.

Pour pouvoir rester au pouvoir de façon légale, il n'y avait qu'une seule possibilité : un changement constitutionnel, qui lève la limitation de mandats. En octobre 2014, un certain nombre de députés nationaux se sont ralliés au bloc parlementaire du Président, ce qui lui conférait une majorité de 3/4. Avec cette majorité, il avait prévu de changer la constitution selon ses souhaits. Mais cette fois-ci, ces démarches n'ont pas abouti. La population en avait marre de son Président, des mensonges, de la pauvreté et s'est soulevée. Après des démonstrations massives dans tout le

pays, des actes de violences et malheureusement des morts, la présidence de Blaise Compaoré s'est tout simplement écroulée en deux jours. Mais quelle sera la suite ? Au moment de la rédaction de cet article, en début novembre 2014, rien n'est certain. Un régime intermédiaire s'est mis en place, mené par des hauts militaires tous très proches de l'ancien régime. Ils promettent des élections « libres » dans les prochains trois mois. A voir, s'il y aura des changements réels ou si les mêmes personnes continueront à diriger le pays.

Au Togo, la population, mais aussi le régime en place, observe les événements au Burkina Faso de très près. La chute de Blaise Compaoré donne espoir à l'opposition politique au Togo. Dans une telle situation, les craintes de violence sont bien réelles. La colère s'accumule et une étincelle peut suffire pour embraser le pays, ce qui serait probablement le pire des scénarios.

Malgré un contexte politique difficile, le travail de nos partenaires continue sans relâche. A défaut de changements politiques structurels, nos partenaires ciblent des actions qui touchent directement la vie des populations au niveau villageois. Ils amènent des changements positifs et améliorent la vie des populations de façon concrète.



ARFA

Association de recherche et de formation agro-écologique

Améliorer la souveraineté alimentaire par une production agroécologique.

ARFA promeut l'agriculture biologique qui permet aux paysans du Burkina Faso de s'adapter aux changements climatiques et d'améliorer leurs revenus.

L'agriculture est le pilier de l'économie burkinabé et source de travail et de vie pour la plus grande partie de la population. Cette forte dépendance de l'agriculture rend le pays très vulnérable aux effets climatiques, qui se manifestent sous forme de températures élevées, de périodes de sécheresse fréquentes ou de fortes pluies. A cause du changement climatique, ces effets météorologiques deviennent plus extrêmes

et plus imprévisibles, ce qui contribue à une dégradation croissante des sols, à la réduction de la disponibilité en eau et à la perte de récoltes.

L'agroécologie : une approche qui aide

L'Association de Recherche et de Formation Agroécologique (ARFA), avec siège à Fada N'Gourma à l'Est du pays, s'efforce depuis 1995 à aider les producteurs locaux à améliorer leurs rendements agricoles avec les techniques de l'agroécologie. Il s'agit d'une série de techniques agricoles qui visent à améliorer la fertilité des sols et à maintenir l'humidité sans recours à des intrants chimiques : le compostage,

la rotation des cultures, le paillage, etc. Ces méthodes permettent une augmentation de la production agricole à la portée de tous et sans nuire à l'environnement.

L'action

Le programme triennal en cours continue avec cette même approche. Il vise l'amélioration de la situation de la population bénéficiaire par voie d'une augmentation de leurs revenus financiers et une meilleure couverture de leurs besoins alimentaires. Un accent est mis sur la production et la commercialisation des légumes, ainsi que sur l'appui à l'alphabétisation fonctionnelle et le renforcement des capacités techniques des paysans.

CN-Bio

ARFA joue également un rôle important au niveau national dans la création d'un réseau des agriculteurs biologiques au Burkina Faso. ARFA continue à assurer la présidence du réseau national, le conseil national d'agriculture biologique (CN-Bio), qui a été créé avec l'appui d'ARFA. Le CN-Bio regroupe une quarantaine de producteurs ou d'organisations et il est en train d'élaborer un label bio et un système de certification participatif pour la commercialisation « bio » sur le marché national.

► www.ong-arfa.org



Une fosse compostière sur un site d'experimentation de ARFA.



UBTEC-NAAM

Union des Baoré Tradition d'Épargne Crédit/Naam

Appui au développement des mutuelles de solidarité

Promouvoir l'unité et la solidarité au sein des villages et dispenser des formations de gestion d'épargne et de microcrédits.

Une mutualité de solidarité (MUSO) est une petite caisse d'épargne gérée de façon autonome par un groupement de 10 à 20 personnes au niveau villageois. En principe, elle fonctionne comme les tontines traditionnelles : chaque membre (pour la plupart des femmes) cotise des petits montants chaque mois et quand la caisse atteint un certain volume, chaque membre peut bénéficier d'un crédit à un taux d'intérêt fixé par le groupe.

L'approche MUSO, telle que l'UBTEC la propage, améliore ce principe. Se basant sur des années d'expériences dans le domaine de la microfinance, l'association définit des règles de gestion plus strictes.

L'UBTEC

L'UBTEC est une institution de microfinance au Burkina Faso qui cible avant tout la population rurale, contrairement à la plupart des autres institutions de microfinance dans la région. Mais souvent, même les institutions de microfinance rurales n'arrivent pas à toucher les populations les plus pauvres, complètement exclues de tout système bancaire. Pour lutter contre l'extrême pauvreté, l'UBTEC propose donc une approche dérivée du système traditionnel



Une mutualité de solidarité est communément composée de 10 à 20 membres.

d'épargne dans les villages : les MUSO. Efficace et facilement reproductible, les MUSO reposent sur trois principes fondateurs : l'appropriation, l'accumulation et la structuration du milieu.

Chaque groupe fixe le montant de cotisation qui est versé dans une caisse commune à des périodes définies. Les modalités pour l'obtention du crédit et les modalités de remboursement sont déterminées également au sein des MUSO. Un volet important est la solidarité : une partie des épargnes est réservée pour une aide financière en cas d'urgence.

A moyen terme, le volume d'épargne devra être assez élevé par MUSO pour

pouvoir ouvrir un compte bancaire et pour avoir accès à des microcrédits de volume plus grand au nom du groupement.

Afin que les membres du groupe puissent gérer efficacement leur MUSO, l'UBTEC organise des formations appropriées aux besoins des membres et fait des visites de suivi régulières. Le volet « MUSO » d'UBTEC est une action commune de l'ASTM et de SOS FAIM dans le cadre de son accord-cadre consortium pour les projets de développement en Afrique.



CIDAP

Centre international pour le développement agro-pastoral

Pour une agriculture durable

Le CIDAP forme les jeunes agriculteurs en mettant l'accent sur l'agroécologie et la restauration de la fertilité des sols.

Après 27 ans d'engagement en milieu rural, le CIDAP a une longue expérience de formation de jeunes techniciens agricoles. Il continue à œuvrer en faveur des plus démunis de la région de Niamtougou au Nord du Togo, une région très pauvre caractérisée par l'exode rural des jeunes.

Enseigner les méthodes de l'agriculture durable

Le Centre CIDAP dispose d'une ferme pédagogique avec des infrastructures d'accueil à Baga sur 17 ha. Il dispose également d'un site pédagogique (parcelles agricoles, maraîchage, arbres fruitiers, transformation de produits agricoles) à Natoun s'étendant sur 7 ha. Par son Institut Agricole (IFAEFA), il offre la formation de technicien agricole pour 25 jeunes par année et accueille 300 étudiants sur les mois d'été, afin de les initier aux méthodes de l'agriculture durable. Les jeunes entrepreneurs diplômés sortant de l'IFAEFA sont accompagnés dans leurs petites entreprises nouvellement créées.

Depuis 2010, l'IFAEFA fait partie des centres de formation reconnus par le gouvernement togolais et les diplômes de technicien agricole reçus après 3 ans de formation sont dorénavant des



Le CIDAP forme des jeunes techniciens agricoles.

diplômes officiels. Cette année, le CIDAP a été sélectionné comme exemple de bonne pratique dans le domaine de la formation technique et professionnelle agricole. Suite à ce choix, un nombre élevé de techniciens agricoles employés par l'Etat sera formé par le CIDAP. L'approche agroécologique s'ancre ainsi davantage dans les pratiques agricoles courantes au Togo.

Au fil des années, le Centre a développé une production propre importante, avec 2500 poules pondeuses, la mise en place de banques de semences et la transformation de produits agricoles, ce qui contribue de façon considérable à une autonomisation financière progressive de l'organisation.

Expérimenter de nouvelles techniques

Depuis 4 ans, le CIDAP expérimente ses nouvelles techniques de production agricole sur le site à Natoun. Des collaborations intenses avec d'autres partenaires de l'ASTM, notamment avec ARFA, sont en cours pour s'échanger sur les approches de formation et les pratiques agroécologiques.

L'ASTM prend en charge la majeure partie des salaires des acteurs du Centre et appuie les activités de base.

► www.cidaptogo.org



CED

Centre pour l'Écologie et le Développement

Le CED vise à améliorer les revenus des petits producteurs agricoles

Le CED promeut une société économiquement, socialement et écologiquement durable tout en responsabilisant le paysan.

Depuis le dernier programme, le CED agit dans une approche filière en soutenant les organisations de producteurs depuis leur développement organisationnel, en passant par la production, jusqu'à la commercialisation des produits.

La filière maraîchage

Un premier volet est consacré aux cultures maraîchères, notamment le chou et le haricot vert. Le CED vise à inciter les acteurs à coopérer entre eux, plutôt que d'agir chacun de son côté. Les différents acteurs se perçoivent plutôt comme concurrents que comme alliés. Le CED assume donc essentiellement un rôle de médiateur et de facilitateur pour amener les acteurs à unir leurs efforts. Ceci passe par la mise en place d'un comité des prix qui a pour principale tâche d'organiser l'approvisionnement des marchés et la vente des légumes pour arriver ainsi à un prix rémunérateur pour les producteurs.

La filière chèvre

Suite à une étude de marché, un volet d'élevage de chèvre a été ajouté aux activités. L'élevage de chèvres a beaucoup de potentiel pour augmenter les revenus des paysans. Les premiers résultats sont encourageants et le cheptel se



L'élevage de chèvres a beaucoup de potentiel pour augmenter les revenus des paysans.

reproduit en général assez vite. Le plus difficile reste la vaccination et le traitement des maladies. La population n'est pas habituée à investir dans la santé animale et il est difficile de la convaincre à dépenser de l'argent pour vacciner son bétail. Une fois que les animaux tombent malades, il est souvent trop tard pour pouvoir réagir. Dans ce volet également, le CED assure donc un rôle important dans la sensibilisation.

L'appui aux producteurs de café

Le troisième volet du programme consiste dans l'appui à des producteurs de café de la région, en mettant l'accent sur le renforcement organisationnel de la coopérative. Un petit local de

stockage de café a été construit pour améliorer la commercialisation commune du café récolté et il servira en même temps comme siège et lieu de rencontre de la coopérative. Les effets de la dynamisation de la coopérative sont déjà tangibles. Elle a relancé ses activités de façon plus dynamique suite aux formations du CED. Le volume de café collecté par la coopérative a quasi doublé passant de 9 tonnes en 2012 à 17 tonnes en 2014. Tous les membres de la coopérative ont pris l'engagement de vendre le café uniquement à la coopérative et non plus individuellement.



LE SALUT

Solidarité en action pour la lutte contre la pauvreté

Instruire une pédagogie participative pour la promotion du maraîchage agro-écologique

Renforcer les petits producteurs maraîchers de la préfecture du Golfe et les amener à connaître les bienfaits d'une agriculture biologique; promouvoir et introduire la fumure organique dans leurs activités maraîchères.

Le programme triennal en cours continue à appuyer les petits producteurs maraîchers dans les zones périurbaines de Lomé, mais en renforçant davantage l'approche agroécologique de la production et en intensifiant les efforts pour mieux organiser les producteurs.

Une partie importante de la population autour de la capitale Lomé pratique et vit de l'agriculture, plus particulièrement du maraîchage. Ces producteurs sont les premiers fournisseurs en légumes de cette ville peuplée de plus de 2 millions d'habitants. Les espaces qu'ils utilisent sont surexploités et l'utilisation quasi exclusive d'intrants chimiques dégrade davantage ces parcelles. Les légumes, suite à un apport trop massif d'engrais chimiques, périssent vite, ce qui rend la commercialisation difficile.

Le Salut forme les producteurs sur le compostage et sur l'utilisation de fumier naturel. Il formera les producteurs également sur l'utilisation de pesticides

biologiques et sur l'importance de préserver la fertilité et la santé des terres.

Changer les habitudes

Changer les habitudes est un long chemin et l'une des approches appropriées pour y arriver est de travailler sur des sites de démonstration. Des parcelles témoins, qui servent comme lieu de démonstration, sont mises en place par Le Salut sur chaque site de production encadré. C'est autour de ces parcelles que les principaux travaux pratiques liés à la formation et la sensibilisation sont faits. Les producteurs doivent s'approprier des pratiques et les vulgariser, notamment en fabriquant leurs propres compostes sur leurs lieux de production.

Des visites d'échanges avec d'autres producteurs sont prévues, notamment au Bénin, dans la zone périurbaine de Cotonou, très similaire à la zone autour de Lomé. Ces discussions avec des producteurs qui respectent une approche biologique depuis plus longtemps devraient les motiver davantage, puisque cela leur permet de découvrir de près les résultats très encourageants des autres.



Désherbage manuel par un groupement de femmes encadré par Le Salut.



GEME-SA

Gens des médias de la région des savanes

Renforcer le rôle des femmes dans les médias

GEME-SA accompagne les femmes dans le milieu rural de la région des Savanes afin de découvrir le monde des médias et les opportunités à saisir. L'objectif est d'amener les femmes à s'intéresser au métier du journalisme.

Les organes de presse publics comme privés, importants pour le développement rural, sont marqués par une présence marginale des femmes, surtout dans la région des Savanes au Nord du Togo. Cette faible représentation a un effet limitatif sur le rôle des femmes dans le développement. Alors que les femmes écoutent beaucoup les radios, elles produisent elles-mêmes très peu d'émissions. Ce désintéressement des femmes aux médias constitue une entrave à l'information et à l'éducation civique de la population et freine le renforcement du statut de la femme.

Intéresser les femmes au métier du journaliste

L'organisation Gens des Médias des Savanes (GEME-SA) vise à former des femmes du milieu rural en matière de médias. Elle organise des journées portes ouvertes pour rendre plus visibles les médias, fournit un appui aux femmes pour produire des émissions ciblées sur les femmes et décerne chaque année des prix aux meilleures journalistes.

Les 30 femmes qui ont suivi la formation au métier de journalistes dans la

première phase et 20 autres femmes identifiées recevront une formation supplémentaire sur le journalisme. Une fois outillées, les femmes sont disposées à faire des productions afin de sensibiliser les autres femmes à travers les médias.

Le thème principal retenu concerne les Activités Génératrices de Revenues (AGR), l'importance de l'alphabétisation dans les AGR et les risques et opportunités des microcrédits. Les femmes vont réaliser à cet effet des émissions radiophoniques et des témoignages seront recueillis afin de servir d'exemple aux autres femmes. Au cours de la formation sur l'importance de l'alphabétisation dans les AGR, un

institut de microfinance sera associé à l'action pour thématiser les avantages et les dangers des microcrédits.

Le projet est exécuté et soutenu par les deux journaux locaux existants et sept stations de radio qui émettent les émissions produites par les femmes: quatre chaînes de radio et un journal écrit dans la ville de Dapaong, deux chaînes de radio et un journal à Mango, ainsi qu'une chaîne de radio à Cinkassé. Pour augmenter l'impact, les émissions sont transmises, dans la mesure du possible, de façon synchronisée sur 7 radios locales de la région.



Le projet de GEME-SA est soutenu par 7 stations de radio locales.



INADES

Institut Africain pour le Développement Economique et Social

Le développement durable par l'agroforesterie

Produire de façon durable, mais économiquement viable, dans un système de production intégré, dans lequel rien ne se perd et tout est recyclé.

La zone de l'action se situe dans la préfecture de Tchamba (Région centrale du Togo), à 270 km au nord de Lomé. Les habitants de cette région vivent majoritairement de l'agriculture à petite échelle.

Adaptation de familles paysannes à l'agriculture durable

Les pratiques agroécologiques sont moins développées dans cette zone, ce qui entraîne la dégradation rapide des terres cultivées. L'action part du constat qu'il est indispensable d'associer des actions de développement économique à la gestion durable des ressources naturelles, afin d'en garantir la pérennité. Dans ce sens, l'accent est mis sur l'appui à la production agricole écologiquement soutenable et qui reste économiquement viable.

Les producteurs agricoles sont accompagnés dans le développement des systèmes d'exploitation intégrés (productions végétales, animales et sylvicoles) où rien ne se perd, mais tout est transformé et recyclé pour mieux valoriser le potentiel des ressources naturelles locales.



INADES accompagne les producteurs dans le développement de systèmes d'exploitation intégrés.

Il existe par exemple une gamme de plantes fertilisantes locales qui seront utilisées pour augmenter la productivité des terres, sans intrants chimiques. Ces plantes sont pour la plupart des légumineuses qui permettent de fixer l'azote dans le sol et de produire une importante biomasse qui peut être utilisée à différentes fins : compostage, fourrages pour les animaux et bois de chauffe.

Les producteurs sont formés aux pratiques agroécologiques, à la sauvegarde et/ou à la restauration de la fertilité des sols. La formation des membres des coopératives est basée sur la méthodologie des champs écoles qui constituent à la fois un terrain pédagogique et une source de revenus pour les exploitants qui les valorisent. Un paysan issu de la région a été recruté comme formateur-relais principal pour suivre de près

l'application des formations dans les champs privés.

Le partenaire Inades-formation Togo

L'Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES-Formation Togo) est une ONG de développement spécialisée dans la formation et l'appui-accompagnement. Sa mission est de travailler à la promotion sociale et économique des populations rurales grâce à des méthodes d'intervention basées sur la pédagogie des adultes et qui privilégient la participation libre et responsable des intéressés à la transformation de leur société. Inades collabore entre autre avec ARFA dans un programme agricole au Nord du Togo dans la région des Savanes.



CADR

Centre d'Action pour le Développement Rural

Redynamiser la cohérence sociale dans les villages et augmenter la production agricole

Le CADR donne un appui aux Comités Villageois de Développement qui sont chargés de mobiliser des ressources et de trouver des voies pour le développement des villages.

Le partenariat avec CADR a commencé début 2013 et le premier programme triennal soutenu par l'ASTM est en cours depuis 2014. La zone d'intervention est le canton de Kouma situé dans la Région des Plateaux au sud-ouest du Togo, composée de 10 villages avec une population de 15.000 habitants.

Formation des promoteurs locaux du développement

L'objectif primaire du CADR est de redynamiser le tissu social et de renforcer

une approche communautaire au sein des villages. Les liens de solidarité traditionnels au sein de la population se sont affaiblis à cause de l'augmentation de la population et d'un changement des modes de vie. Le CADR vise à faire fonctionner les Comités Villageois de Développement (CVD), chargés selon la loi du développement local et sont les seuls représentants élus au niveau local. De même, il est indispensable de mieux organiser les groupements locaux et de promouvoir des actions de mobilisation communautaire pour améliorer la cohésion au sein des communautés.

Augmentation de la productivité agricole et reboisements

Le domaine d'activité des actions communautaires et des groupements soutenus se situe essentiellement

dans l'agriculture et l'élevage. Les populations pratiquent principalement une agriculture de subsistance, qui est souvent peu respectueuse de l'environnement, et vendent les faibles surplus sur des marchés locaux. Le CADR œuvre pour une augmentation du rendement agricole en donnant des formations sur la maîtrise de l'itinéraire technique de la production maraîchère et céréalière, tout en apportant un appui d'accompagnement régulier des producteurs agricoles. L'approche transmise est biologique: les producteurs sont formés à se passer intégralement d'intrants chimiques. Les actions sont couplées à la sensibilisation en faveur de la préservation des forêts et de la mise en œuvre d'actions de reboisement.

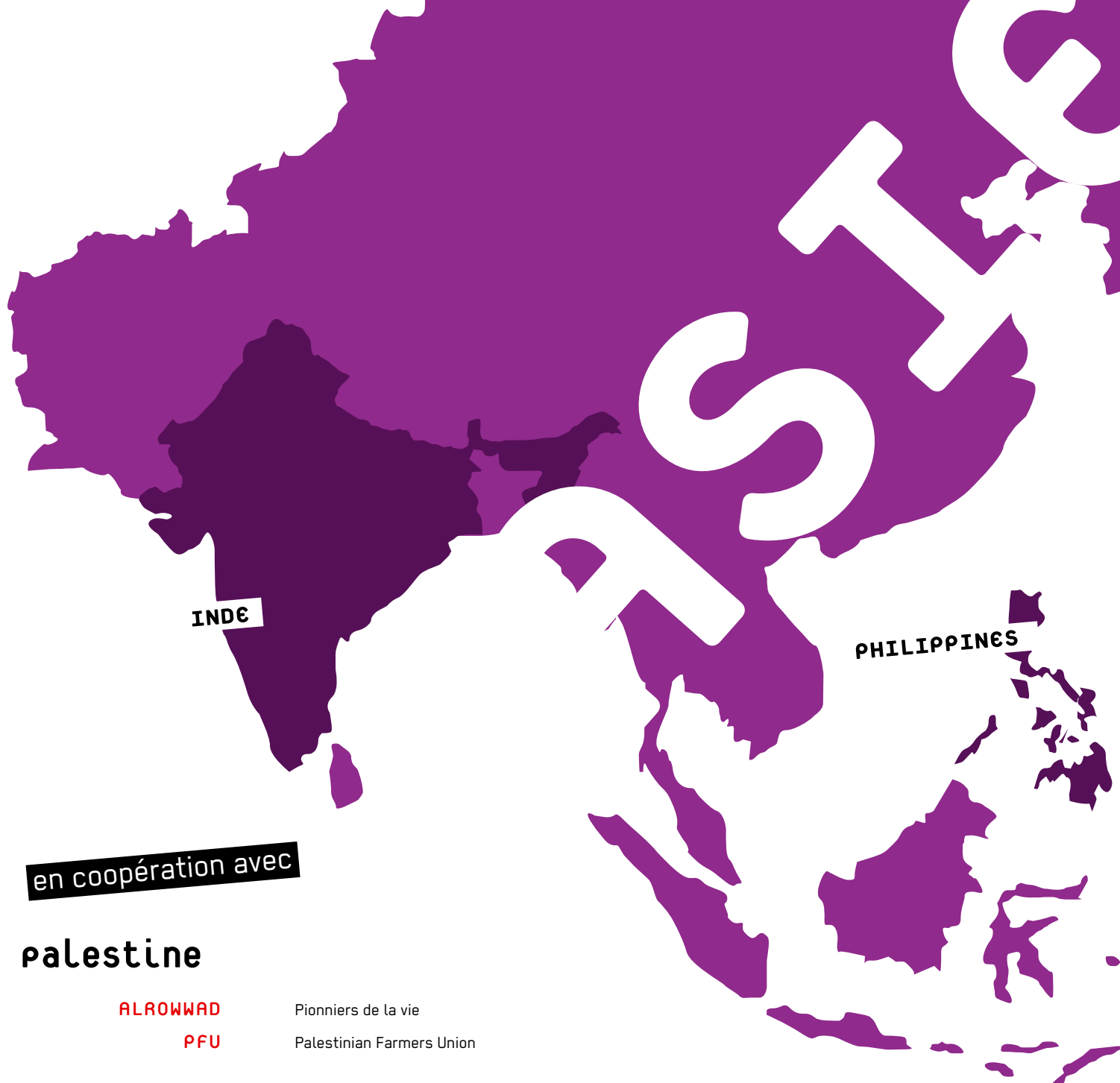
Mise en place d'un site agricole expérimental

Suite à des échanges avec nos partenaires ARFA et CIDAP sur les meilleures pratiques et approches, le CADR a également commencé à mettre en place son propre site d'expérimentation agroécologique. Le site sert à expérimenter de nouvelles cultures, comme actuellement le soja, et pour tester des approches biologiques dans la production agricole ou dans le traitement contre des insectes nuisibles. Les prochaines années, une partie considérable des formations sera donnée directement sur le site. Il est en phase de démarrage et toute l'équipe du CADR y travaille ensemble deux fois par semaine.



Les domaines d'activité du CADR se situent essentiellement dans l'agriculture et l'élevage.

► www.cadr-ong.org



en coopération avec

palestine

ALROWWAD
PFU

Pionniers de la vie
Palestinian Farmers Union

INDE

SANTULAN
JANA JAGARAN
CHINTAN
SOBTI

Social animation towards united liberative action
Awakening the masses
Environmental Research and Action Group
Accompanying and assisting people in need

PHILIPPINES

NE-CBHP
KMP
PNFSP
MASIPAG
PDG

Nueva Ecija Community-Based Health Program
Kilusang Magbubukid ng Pilipinas
Philippine Network of Food Security Programmes
Magsasaka at Siyentista Tungo sa Pag-unlad ng Agrikultura
Paghida-et sa Kauswagan Development Group

palestine

Solidarité avec le peuple palestinien

La récente guerre de 50 jours dans la bande de Gaza, qui a fait plus de 2000 morts palestiniens (dont la plupart étaient des civils), qui a réduit des quartiers entiers en ruines et qui a dévasté l'industrie et l'agriculture, était la troisième en six ans.

Entre ces conflits militaires à grande échelle, la vie quotidienne de la population dans les Territoires Occupés est tout sauf paisible, même si la violence est moins intense. Notre partenaire Alrowwad dans le camp de réfugiés Aïda à Bethléem a récemment décrit les incursions permanentes de l'armée israélienne dans le camp, où les gens sont régulièrement harcelés, arrêtés, blessés ou même tués. A cette violence physique s'ajoutent les restrictions de circulation et un certain fatalisme par rapport à l'avenir du pays. Les forces de l'occupation empêchent le développement industriel et agricole, ce qui entraîne un taux de chômage extrêmement élevé.

En signe de solidarité avec le peuple palestinien, ASTM a soutenu un certain nombre d'organisations palestiniennes au cours des années, travaillant dans différents domaines tels que l'agriculture, les droits des femmes et la jeunesse. Jusqu'à récemment, nous avons appuyé un seul partenaire: le Alrowwad Cultural and Theatre Centre dans le camp de réfugiés d'Aïda. Alrowwad a développé une approche de résistance non-violente à l'occupation. L'association propose aux enfants et aux jeunes de briser la spirale de la violence avec toute une panoplie

d'activités culturelles qui les aide à s'exprimer à travers le théâtre, la danse, la photographie ou la cinématographie.

Depuis juillet 2014, l'ASTM a entamé un deuxième partenariat en Palestine. La Union of Palestinian Farmers (PFU), basé à Ramallah, s'engage en faveur des droits des petits producteurs agricoles palestiniens. Après avoir rencontré des représentants de la PFU lors d'une mission en Palestine en septembre 2013, le besoin urgent d'un mouvement fort des agriculteurs dans les Territoires Occupés comme forme de résistance est devenu particulièrement clair. Les petits paysans palestiniens ont besoin de l'appui des organisations de la société civile et des ONG afin de défendre leurs droits, non seulement contre les obstacles mis en place par Israël au détriment de l'agriculture, mais aussi contre les politiques de l'Autorité palestinienne qui menacent leurs moyens de subsistance.

Par exemple, les petits agriculteurs risquent actuellement de se voir confisquer leurs terres par des colons israéliens, mais également par l'Autorité palestinienne dont l'intention est de développer des zones industrielles. Cela aurait un effet désastreux pour l'agriculture familiale à petite échelle, entraînant des pertes d'emplois dans le secteur agricole et une augmentation de la dépendance des Palestiniens envers Israël. En même temps, les petits producteurs sont encouragés par Israël à participer à des grands projets agro-industriels, ce qui les déconnecterait de leurs terres et des consommateurs

locaux. Les organisations paysannes telles que PFU sont extrêmement préoccupées par ces évolutions, entre autres à cause de l'impact sur l'atteinte de la souveraineté alimentaire. Pour la plupart des agriculteurs et leurs organisations, l'agriculture représente beaucoup plus qu'un moyen de subsistance ; elle est un symbole de l'identité et des valeurs palestiniennes. La défense des systèmes agricoles durables qui contribuent à la souveraineté alimentaire constitue donc un élément important de la résistance à l'occupation et pour l'autodétermination du peuple palestinien.

Bien qu'il soit trop tôt pour juger avec certitude, il y a des signes que les horreurs de la guerre de 2014 pourraient mener à un réexamen de la politique internationale vis-à-vis du conflit entre Israël et la Palestine. Récemment, la Suède est devenu le premier pays membre de l'Union européenne à reconnaître officiellement l'Etat de Palestine. Même les Etats-Unis ont mis en garde Israël après l'annonce de 2 600 nouveaux logements à Jérusalem-Est, en déclarant que le pays risque de s'isoler de ses alliés les plus proches.



ALROWWAD

Pionniers de la vie

Donner aux jeunes l'espoir d'un changement par des moyens non-violents

Alrowwad organise des activités culturelles et des formations professionnelles pour donner des perspectives d'avenir aux jeunes du camp de réfugiés Aïda à Bethléem.

Situé à l'ombre du mur de séparation, le camp Aïda est encerclé par des camps militaires, des tours de tireurs d'élite et des points de contrôle israéliens. Les incursions régulières de l'armée dans le camp et l'agressivité des soldats sont une source d'humiliation constante pour la population. Les jeunes réagissent souvent avec des manifestations et lancent des pierres dans la direction des soldats, lesquels répondent fréquemment avec une force excessive en utilisant des balles réelles ou en caoutchouc. L'exposition à cette violence en-

traîne des problèmes psychologiques et émotionnels parmi les enfants et leurs familles. De plus, le taux de chômage dans le camp de près de 70% fait que la population, tout particulièrement les jeunes, ne voit pas de perspectives réelles pour l'avenir.

La résistance non-violente

Le Centre Alrowwad est un centre culturel et de formation situé dans le camp de réfugiés d'Aïda. Fondé en 1998, il travaille en faveur du développement de l'enfant, de la jeunesse et de la femme par le biais de programmes pédagogiques et artistiques. Un des objectifs principaux est d'offrir aux jeunes du camp un espace dans lequel ils peuvent s'exprimer et développer leur créativité par des activités non-violentes (p.ex. le théâtre, la danse, la photographie ou le

sport). Le Centre gère également une ludothèque mobile (playbus) destinée aux enfants et organise des festivals de cinéma en plein air. Tous ces éléments font partie du concept de «Belle Résistance» développé par Alrowwad. En mettant en avant la culture palestinienne comme moyen de résistance, il cherche à casser les stéréotypes associés au peuple palestinien.

Formation de jeunes et création de jeux

Le projet actuel vise l'approfondissement des compétences en menuiserie des jeunes du camp ayant fait une formation de base dans un projet antérieur de Alrowwad. Les jeunes fabriquent des jeux en bois typiquement palestiniens qui peuvent être utilisés par des écoles ou groupes d'enfants en Cisjordanie. Alrowwad assure aussi la formation pédagogique nécessaire pour que les jeunes formés puissent utiliser les jeux avec des groupes d'enfants. Au cours du projet triennal, Alrowwad veut aussi améliorer la qualité des jeux, élément important en vue de la commercialisation des produits. Cela devrait aussi contribuer à l'autonomie financière du projet.

► www.alrowwad-acts.ps



Les jeux en bois fabriqués dans le cadre du projet profitent à des écoles.



PFU

Palestinian Farmers Union

Renforcer l'agriculture en Cisjordanie

PFU essaye de défendre les intérêts des petits paysans palestiniens en travaillant avec des organisations paysannes locales.

Environ 20 % de la population active en Palestine travaille dans le secteur agricole et la plupart sont des petits producteurs. Pour de nombreux Palestiniens forcés à abandonner leurs emplois à cause des restrictions de circulation imposées par les forces de l'occupation israélienne, l'agriculture représente une source alternative de revenu. Cependant, la politique de colonisation israélienne rend la situation des paysans particulièrement pénible. Ils sont confrontés à des confiscations de terres et d'eau, à la destruction d'olivieraies, à de nombreux points de contrôle et de blocus routiers

qui entravent le transport de leurs produits et l'accès des producteurs à leurs terres.

Pour la Palestine, l'agriculture n'est pas seulement importante du point de vue économique ; elle contribue également à la sécurité alimentaire des Palestiniens et constitue ainsi une forme de résistance à l'occupation.

La Palestine Farmers' Union : un nouveau partenaire

Créée en 1993, la PFU regroupe 16 organisations paysannes composées de près de mille producteurs de toute la région des Territoires Occupés Palestiniens. Elle s'est donnée comme mission le renforcement des organisations paysannes locales pour qu'elles puissent défendre leurs droits et

participer activement au développement d'un Etat palestinien indépendant et démocratique. Il s'agit de sensibiliser les producteurs à leurs droits économiques, sociaux et politiques. Un volet important de leur travail est consacré au plaidoyer politique visant à influencer la politique agricole de l'Autorité palestinienne en faveur des petits producteurs.

Sensibilisation et plaidoyer

L'objectif du premier projet de six mois est, d'une part, de sensibiliser les petits producteurs palestiniens sur les enjeux de trois lois qui pourraient avoir un impact favorable sur leur travail et, d'autre part, de mener des actions de plaidoyer auprès de l'Autorité Palestinienne pour leur adoption et application. Ces lois prévoient, entre autres, le remboursement aux producteurs de la TVA sur les intrants agricoles, la protection de leurs intérêts contre des grandes entreprises agricoles, ainsi que la mise en place d'un fond pour la compensation des producteurs affectés par les effets du changement climatique.

Les activités prévues par PFU incluent la production de brochures d'information, ainsi que l'organisation d'ateliers d'information et d'échange entre des petits producteurs de trois régions de la Cisjordanie et des décideurs concernés. Comme activité finale de cette campagne, PFU organisera une rencontre entre des représentants du Ministre de l'agriculture, les producteurs et les organisations de la société civile.

► www.pafu.ps



La PFU regroupe 16 organisations paysannes avec près de 1000 producteurs.

Inde

Le nouveau gouvernement veut-t-il vraiment réaliser les rêves de toute la population ?

Le succès du parti de Narendra Modi, qui a remporté une victoire écrasante lors des élections législatives de mai 2014, s'est poursuivi en octobre lors des élections pour les assemblées législatives dans les états de Maharashtra et Haryana. Ces résultats reflètent avant tout une grande désillusion à l'égard du parti du Congrès, au pouvoir depuis 2004, qui était associé à une série de scandales de corruption, à la stagnation de l'économie et à une inflation galopante.

La pierre angulaire de la nouvelle politique proposée par Modi lors de sa campagne électorale était un programme visant le développement économique, l'encouragement des investissements étrangers et la promotion de la bonne gouvernance dans l'objectif de faire de l'Inde une puissance mondiale reconnue. Selon lui, cette nouvelle démarche serait en contraste avec celle du Parti du Congrès, qui aurait mis l'accent sur des programmes sociaux au détriment la croissance économique. Après sa victoire, Modi s'est engagé également à une politique d'inclusion, en «travaillant pour réaliser les rêves de tous les Indiens».

Il est trop tôt pour faire un bilan de la performance du nouveau gouvernement, mais on peut en tout cas constater certaines contradictions. En juillet, Modi donnait l'impression de vouloir respecter une promesse électorale qui consistait à augmenter le prix d'achat des céréales payé par l'Etat aux agriculteurs en vue de la constitution d'une réserve alimentaire.

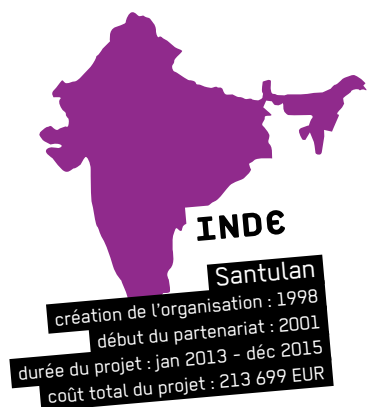
Mais entretemps, le gouvernement a annoncé son intention de freiner les coûts de ces achats de céréales de stockage, lesquels, à son avis, contribuent d'une manière importante à l'inflation que le gouvernement s'est engagé à réduire. Une telle démarche aura un impact considérable sur les revenus des paysans, car l'Etat indien achète environ un tiers de la production totale de grains de blé afin d'alimenter ces stocks destinés à des situations de crise alimentaire.

Dans d'autres domaines également, des écarts entre les promesses du Premier ministre et les actions de son gouvernement se manifestent. Lors de la journée de l'indépendance en août, en parlant de la nécessité de faire de l'Inde un centre important de production industrielle, il a insisté sur le fait que ce développement industriel devra être réalisé dans le respect de l'environnement. Par contre, l'autorisation rapide d'un nombre de projets susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'environnement, et tout particulièrement le rejet d'un rapport demandant la protection d'une région montagneuse sensible du point de vue écologique, suscite des doutes sur son engagement environnemental.

De la même manière, les déclarations récentes du Premier ministre, ainsi que des informations obtenues dans le cadre de la loi sur l'accès à l'information (Right to Information Act) par des groupes de la société civile, suggèrent que le nouveau gouvernement est en train de revenir sur sa promesse de «ne laisser personne de côté», en proposant des modifications importantes au pro-

gramme social NREGA introduit en 2005. Celui-ci garantit 100 jours de travail rémunérés aux ménages ruraux contre un salaire minimum légal de 100 roupies par jour. Apparemment, le gouvernement Modi veut réduire les budget pour la rémunération des personnes employées sous NREGA et limiter le système aux régions les plus pauvres du pays. Des économistes reconnus, des experts du développement et des organisations citoyennes comme la «People's Action for Employment Guarantee (PAEG)» considèrent que les modifications auront un impact très négatif sur ce programme qui, malgré ses manquements indéniables, contribue considérablement à réduire l'exode rural en fournissant un filet de sécurité pour les familles pauvres, particulièrement dans les périodes de soudure.

Il est évident donc que la société civile indienne devra continuer à jouer un rôle extrêmement important dans les années à venir, même si cela va à l'encontre des souhaits du gouvernement, qui considère que les ONG indiennes critiques, et tout particulièrement celles qui reçoivent des appuis financiers de l'étranger, freinent le développement. Dans un document classé qui a fait l'objet d'une fuite en juin, l'Intelligence Bureau du nouveau gouvernement a identifié un nombre d'ONG ayant des financements externes, dont les activités ont, selon lui, un impact négatif sur la croissance annuelle du PIB de 2 à 3 %. La société civile indienne craint que les contrôles et restrictions bureaucratiques, déjà lourdes, augmenteront encore dans les années qui viennent.



SANTULAN

Social Animation Towards United Liberative Action

L'éducation de base comme premier pas vers une vie digne

Santulan s'engage en faveur des travailleurs dans les carrières de pierre à Pune dans l'Etat de Maharashtra.

Les conditions de travail des millions de travailleurs des carrières en Inde qui produisent le matériel pour l'Inde moderne sont loin d'être dignes. Leurs familles n'ont pas accès aux services sociaux, à des habitations décentes, à une assurance maladie ou au droit de vote. En outre, leurs enfants n'ont pas accès à l'éducation publique. Ceux-ci doivent souvent travailler avec leurs parents dans des sites extrêmement dangereux et insalubres.

L'éducation à la base de la transformation sociale

Notre partenaire Santulan travaille au sud de l'Etat de Maharashtra pour aider les travailleurs des carrières à accéder à leurs droits fondamentaux. Avec la conviction que l'éducation de base joue un rôle indispensable dans le développement, Santulan en a fait un de ses champs d'action prioritaires depuis sa création en 1997. Santulan a développé un système d'éducation informelle bien adapté à la situation spécifique des enfants des carrières. Les enfants participent aux cours d'instruction dans des « écoles au milieu des carrières » (Pashan Shala) selon leur propre disponibilité. Ils font l'objet d'un suivi médical régulier et reçoivent aussi un repas équilibré à l'école pour pallier la situation de sous-alimentation. Les petits centres d'éducation servent également



Santulan milite pour que ses écoles dans les carrières soient prises en charge par l'Etat.

à la mobilisation de la communauté pour la revendication de leurs droits en termes de programmes sociaux gouvernementaux et des projets de développement tels que l'organisation des groupes d'entraide de femmes et des coopératives.

La prise en charge des écoles

Un élément central du présent projet est la poursuite des activités de lobbying qui visent à amener l'Etat à prendre en charge financièrement les écoles Pashan Shala, revendication de Santulan depuis le début. En 2014 une commission, chargée par le Gouvernement de l'Etat de Maharashtra d'examiner la question du financement des Pashan Shala, a finalement soumis son rapport.

Le bilan est très positif. La prise en charge des écoles, ainsi que la construction de quatre foyers résidentiels pour les étudiants de quatre districts, sont fortement recommandées.

En dehors de la gestion des Pashan Shala, Santulan assure des postes de secours dans chaque centre scolaire et intervient auprès du gouvernement pour la création de 3 centres médicaux de base dans les zones des carrières et pour une assurance vie/accident pour les travailleurs. Enfin, l'organisation se bat pour que les droits déjà reconnus par l'Etat soient accessibles aux communautés des carrières (ravitaillement, logement, droit de vote, etc.).

► www.santulan.org



JANA JAGARAN

Des femmes dans les zones rurales construisent leur avenir

Jana Jagaran travaille pour le développement de communautés locales fortes et capables de jouer un rôle actif dans les zones rurales autour de Belgaum, dans le nord du Karnataka

Malgré la forte croissance économique des dernières années en Inde et la politique avouée de la croissance inclusive du 12ème plan quinquennal (2012-2017), on assiste à une augmentation des inégalités et une exclusion massive de la plus grande partie de la population. Surtout en matière d'éducation universelle et de services de santé, le pays est à la traîne, ce qui maintient l'Inde dans le bas du classements en termes de développement humain.

Une approche holistique

Jana Jagaran gère toute une panoplie de programmes interdépendants visant l'amélioration des conditions de vie de la population rurale autour de la ville Belgaum dans l'Etat de Karnataka. Tous les programmes, tels que l'appui aux communautés des bergers, la construction des digesteurs de biogaz ou l'amélioration du statut des femmes, sont conçus dans un objectif émancipatoire, montrant aux bénéficiaires comment ils peuvent revendiquer leurs droits et accéder aux programmes et services sociaux du gouvernement.

Les femmes organisées comme agents de changement

Le projet appuyé actuellement par l'ASTM concerne le travail de Jana Jagaran en faveur des femmes des zones

rurales. Depuis toujours, elles assurent une grande partie des revenus familiaux mais ne jouissent que d'une très faible considération.

Un volet du projet vise le renforcement des femmes et leurs groupes d'entraide en tant que moteurs de développement dans la région. Jana Jagaran veut faire augmenter le nombre de groupes et les aider à s'organiser en fédérations à chaque niveau administratif afin de renforcer leur position par rapport aux décideurs politiques. Les activités prévues sont des formations pour le développement de la personnalité et de l'auto-estime, ou bien des formations en agriculture bio ou en microfinance. Celles-ci sont combinées à des actions de plaidoyer au niveau du gouvernement local ou national pour le respect de leurs droits et l'introduction de nouvelles mesures d'aide aux populations délaissées.



Un volet du projet vise le renforcement des femmes et leurs groupes d'entraide.

Le deuxième volet consiste en une formation professionnelle en couture destinée aux jeunes filles qui poursuit trois objectifs : donner aux jeunes filles des compétences utiles pour un travail, développer leur auto-estime, ainsi que retarder d'un an leur mariage afin de réduire le nombre de mariages précoces. Cette formation est associée à d'autres pour le développement de la personnalité et la prise de conscience de ce qui a trait au statut de la femme au sein de la famille. Il s'agit de sensibiliser les filles à leurs droits et par rapport à des questions de santé et des tabous socio-culturels qui affectent les jeunes filles et les femmes.



SOBTI

Accompanying and assisting people in need

Les communautés indigènes luttent pour la préservation de leur mode de vie

SOBTI aide les communautés indigènes de Maharashtra dans leur lutte pour la survie économique et la défense de leurs terres traditionnelles.

L'agriculture familiale reste le pilier le plus important pour la survie économique des communautés indigènes Adivasi des régions rurales de l'Etat de Maharashtra. Cependant, plusieurs facteurs mettent leur style de vie de plus en plus en question. La pression sur la terre occasionnée par l'expansion rapide des villes de Mumbai et de Pune augmente et la déforestation à grande échelle rend plus difficile l'accès des indigènes à la forêt, source importante de nourriture, de plantes médicinales et de produits qui peuvent être vendus. Malgré l'existence des lois protégeant le droit des Adivasi aux terres qu'ils travaillent, il est très difficile de se défendre contre les grands projets commerciaux.

Appuyer les communautés indigènes à revendiquer leurs droits

L'organisation SOBTI s'engage depuis 1992 en faveur des communautés indigènes de l'Etat de Maharashtra, notamment dans le domaine des droits fonciers et de l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. L'approche de SOBTI est d'amener les communautés bénéficiaires vers une autonomie croissante : l'accent est mis sur la formation de membres des



Les communautés indigènes ont du mal à défendre leurs terres ancestrales.

communautés en tant qu'animateurs locaux qui peuvent assurer la poursuite des activités lancées après la fin de l'accompagnement par SOBTI. Une analyse des différentes sources de revenu faite par SOBTI en 2012 a confirmé l'importance d'assurer les droits fonciers des Adivasi et de promouvoir des activités économiques agricoles et liées à la forêt comme moyen de subsistance durable et comme protection contre le risque d'une dépendance des emplois rémunérés abusifs.

Diversifier les sources de revenu

Le premier projet avec SOBTI se terminera fin 2014. Les objectifs du projet étaient, d'une part, d'aider les familles Adivasi du district de Raigad

à obtenir les documents nécessaires pour l'acquisition des titres fonciers pour leurs terres et, d'autre part, de promouvoir la pratique de l'agriculture biologique dans le but d'améliorer la production agricole et d'augmenter la biodiversité. En plus, SOBTI encourage la création de banques de semences traditionnelles et l'échange de semences entre producteurs, afin d'améliorer la disponibilité des différentes variétés et de réduire la dépendance vis à vis des commerçants. Les activités se poursuivront dans le cadre d'un nouveau projet dès janvier 2015 avec un fort accent sur la diversification des sources de revenu des paysans. Il s'agit d'augmenter leur résilience aux événements imprévisibles affectant la production agricole en promouvant l'élevage, l'artisanat et l'utilisation de produits non-cultivés.



CHINTAN

Environmental Research and Action Group

Les recycleurs informels de Delhi contribuent à une gestion des déchets plus écologique

Chintan s'engage en faveur des recycleurs informels de déchets et pour des politiques axées sur une gestion des déchets écologique et sociale.

La gestion des déchets représente un problème croissant pour la ville de Delhi. Les 160 000 recycleurs de la ville qui ramassent, trient, compostent et revendent 20 % des ordures de la ville apportent une contribution considérable à la réduction du volume de déchets et ainsi à la réduction des gaz à effet de serre créés lors de leur décomposition. Malgré leur rôle important, leur source de revenu est menacée par la politique du gouvernement de Delhi qui mise sur la privatisation de la gestion des déchets, tout particulièrement sur l'incinération des déchets solides. Cette solution est très problématique du point de vue environnemental à cause des émissions extrêmement dangereuses émises par ces usines, mais aussi du point de vue social, en raison des pertes d'emploi pour les recycleurs.

Renforcement des recycleurs informels

L'organisation Chintan se bat pour des politiques plus respectueuses de l'environnement et pour les droits des recycleurs de déchets de Delhi. Le travail, assuré par une équipe de 20 personnes avec des compétences très diverses, consiste en des activités de recherche scientifique et de plaidoyer en faveur d'une politique de gestion



Chintan se bat pour les droits des recycleurs de déchets de Delhi.

des déchets plus écologique impliquant les recycleurs informels. En même temps, Chintan appuie le renforcement des capacités des recycleurs informels et les aide à s'organiser. Un programme implémenté en collaboration avec l'organisation des recycleurs vise également le problème des enfants qui travaillent dans la collecte des déchets dans des conditions extrêmement dangereuses et sans accès à l'éducation scolaire.

Un nouveau projet

Le projet actuel vise à améliorer le statut des récupérateurs de déchets de la ville de Delhi. Il s'agit de les munir des compétences nécessaires pour mieux négocier avec les autorités municipales et les entreprises de gestion de déchets et d'insister sur leur implication

dans le développement de politiques municipales dans ce domaine. Dans un autre volet de travail, Chintan suit les politiques de la gestion de déchets et l'impact de ces politiques sur les recycleurs. Par le biais des campagnes de sensibilisation et dans les médias, Chintan informe régulièrement sur les problèmes des recycleurs et leur contribution à la réduction des gaz à effet de serre. Dernièrement, au niveau du plaidoyer politique, Chintan s'engage pour une meilleure implication du secteur informel dans le développement et l'application des politiques de gestion de déchets par les municipalités et les entreprises concernées. La collaboration avec Chintan continuera avec un nouveau projet à partir de janvier 2015.

► www.chintan-india.org

Philippines

Tu ne voleras pas

Le 8 novembre de cette année, cela fait un an que le super typhon Haiyan s'est abattu sur les Philippines. 6 300 personnes ont perdu la vie, plus de 1000 sont encore portées disparues et près de 28 000 personnes ont été blessées. En plus, quelques 100 000 familles ont été déplacées et 1,5 millions maisons détruites. Un an après, malgré des montants d'aide importants qui affluaient du monde entier immédiatement après la catastrophe, la situation d'une grande partie des victimes reste dramatique.

Le gouvernement a mis des objectifs pour la reconstruction et réhabilitation des zones affectées, mais selon un rapport récent de l'Office de l'assistant présidentiel pour la réhabilitation et reconstruction (OPARR), ces objectifs sont loin d'être atteints. La plupart des victimes vit encore dans des abris temporaires, nombreuses se trouvant encore dans la phase d'aide d'urgence. Des grandes quantités de matériel scolaire ont été distribuées, mais les enfants ne peuvent pas reprendre leur scolarité parce que seul un pourcentage minime des salles de classes endommagées a été réparé.

La frustration avec le Président Aquino augmente, non seulement en raison de la façon dont il a manqué à ses obligations envers les victimes de Haiyan, mais aussi à cause de la culture de corruption et d'un nombre croissant de scandales dans lesquels le Président, qui a promis d'assainir la vie politique lors de son arrivée au pouvoir, a été impliqué. Dans sa quatrième année d'exercice du pouvoir, le Président s'est

vu confronté à des demandes de mise en accusation concernant l'utilisation des fonds publics pour ses propres projets. Il s'agit d'un système introduit en 2011, couramment appelé le « pork barrel », qui permet au président de transférer des moyens financiers des budgets sectoriels (santé, éducation, services sociaux) aux projets de son choix personnel - officiellement pour développer des projets sociaux. En réalité, ces fonds ont été utilisés avant tout pour la réalisation de projets de prestige dans sa région et celles de ses proches. Aquino a réorienté des fonds d'un montant d'environ 2,45 milliards d'euros. Suite à une campagne intensive menée par la société civile, le système a été déclaré inconstitutionnel par le Court Suprême. L'église catholique aux Philippines appuie la campagne contre la corruption, incitant les croyants à porter des T-shirts avec le slogan « tu ne voleras pas » destiné au gouvernement Aquino.

Au niveau du respect des droits humains, autre pilier de la politique d'Aquino lors de son arrivée à pouvoir en 2010, le bilan est également très faible. Dans les quatre années de sa présidence, 117 paysans ont été tués en revendiquant leur droit à la terre et 49 indigènes sont devenus victimes d'exécutions extrajudiciaires pour avoir défendu leurs terres ancestrales contre des grandes compagnies de l'extraction minière.

Le gouvernement Aquino, qui se voit comme représentant du « nouveau tigre asiatique », se félicite actuellement du

fait que, selon l'étude annuel 2014 du Forum économique mondial (WEF) sur la compétitivité des pays à travers le monde, les Philippines ont progressé de la 59^{ème} à la 52^{ème} place dans le classement mondial. Cela cadre bien avec le hype associé à ses politiques de « bonne gouvernance, bonnes politiques économiques » régulièrement mise en avant par Aquino, qui ne cache pas d'envisager un deuxième mandat de six ans après 2016. Le président et ses proches la justifient par la nécessité de consolider les réformes importantes qu'il a introduites depuis 2010. Une telle prolongation exigerait une modification de la Constitution de 1987, qui limite les mandats présidentiels à une période de six ans.

Toutefois, l'opposition de la population à la modification de la Constitution est forte. Selon une enquête de l'Institut de recherche IBON faite en août, 63 % des répondants se sont exprimés contre la modification. Ils constatent que les problèmes de chômage, de la hausse de prix, des revenus faibles et de la pauvreté n'ont pas été résolus de manière conséquente sous Aquino. Il semble que même la croissance économique des dernières années, qui n'a profité qu'à quelques grandes entreprises, commence à ralentir.



NE - CBHP

Nueva Ecija Community-Based Health Program

Des organisations populaires se mobilisent pour assurer le droit à la santé pour tous

NE-CBHP aide les communautés rurales de Nueva Ecija à organiser leurs propres services de santé et à comprendre les causes sous-jacentes de la pauvreté.

Malgré les promesses du président Aquino de créer un système de santé qui réponde aux besoins de toute la population, les politiques initiées font en sorte que les personnes démunies soient de plus en plus exclues des services adéquats. La décentralisation de la santé publique a comme conséquence que les autorités locales devenues responsables pour les dispositifs de santé manquent de moyens pour garantir des soins de qualité, surtout dans des régions rurales. En plus, la privatisation croissante des cliniques publiques empêche leur utilisation par les pauvres en raison des frais élevés. Face à la défaillance du système de santé, les groupes de la société civile demandent des réformes et une hausse substantielle du budget de la santé publique.

En partenariat avec les communautés

L'objectif principal de NE-CBHP est d'aider les communautés rurales de la Province de Nueva Ecija à mettre en place des programmes de santé de base gérés de manière autonome par les organisations locales, afin de répondre au manque de services adéquats de l'Etat. Le pilier de ces programmes sont les membres des communautés formés



L'équipe de NE-CBHP met en place des programmes de santé de base.

en tant qu'agents de santé qui donnent des soins de base, sensibilisent la population sur les questions de santé et de nutrition et organisent la création de potagers pour la production de légumes et plantes médicinales. En même temps, NE-CBHP amène les communautés à analyser les causes fondamentales de leurs problèmes de santé, tels que la distribution injuste de la terre et les mauvaises politiques de santé de l'Etat.

De nouvelles pistes

Le projet actuel arrivera à son terme en décembre et une nouvelle collaboration commencera en janvier 2015. En 2014, en dehors de l'accompagnement des programmes de santé, NE-CBHP a mis un accent important sur le renforcement

de ses capacités et l'amélioration du fonctionnement interne, devenue nécessaire après que quelques membres du personnel ont quitté l'organisation en 2013. Le nouveau projet vise la consolidation de 7 programmes de santé de base déjà initiés et la mise en place de 3 nouveaux programmes. Un nouvel élément consiste en la mise en place de 6 cliniques locales ainsi qu'une clinique centralisée offrant des services médicaux aux personnes des communautés où il n'y a pas encore un programme de santé.



KMP

Kilusang Magbubukid ng Pilipinas

Un mouvement paysan fort en lutte pour l'accès à la terre

Le KMP est une organisation paysanne qui lutte pour une vraie réforme agraire aux Philippines et pour une agriculture écologique sans OGM.

L'accès des paysans à la terre productive est de plus en plus menacé par la conversion de terres agricoles. L'augmentation des grandes plantations, de nouveaux projets miniers ou le développement des infrastructures touristiques limitent de plus en plus les surfaces disponibles pour les petits producteurs. L'impact de la réforme agraire actuelle, initiée en 1988, reste négligeable, dû à la forte résistance des grandes propriétaires foncières qui

dominent la vie politique. S'y ajoute l'absence de volonté des gouvernements successifs d'adopter des politiques de renforcement et d'appui à l'agriculture paysanne. La production agricole est également menacée par l'impact du changement climatique qui entraîne des saisons des pluies de durée incertaine et des événements météorologiques extrêmes, comme le typhon Haiyan qui a frappé le pays en novembre 2013.

Un mouvement fort qui se bat

Le KMP, qui représente 2 millions de paysans et de travailleurs agricoles, revendique depuis 1985 une véritable réforme agraire qui réponde aux besoins des paysans : accès à la terre et mise à disposition des moyens de production

et de crédits abordables. Le mouvement s'engage également en faveur de l'agriculture biologique qui contribue non seulement à l'amélioration de la situation économique des producteurs, mais aussi à une nutrition plus diversifiée, un environnement plus sain et une réduction des gaz à effet de serre.

2014 : année clé pour la réforme agraire

Le projet actuel vise le renforcement de la campagne de KMP en faveur d'une véritable réforme agraire, la promotion d'une production agricole écologique et des activités d'augmentation de sources de revenus des paysans. Comme le Programme National de Réforme Agraire (CARP-ER) de 1988 s'est terminé en juin 2014, les activités de cette année ont porté avant tout sur la question de la réforme agraire. Le gouvernement a proposé une prolongation de la distribution d'avis d'attribution de terres qui restent à distribuer après la date butoir. Mais KMP est plutôt d'avis que, tenant compte de l'échec complet du CARP-ER, il serait préférable d'enterrer le CARP-ER et d'adopter une nouvelle loi qui pourrait assurer une véritable réforme agraire. Il a organisé des grandes campagnes de sensibilisation, d'information et de plaidoyer dans le but d'exposer la défaillance d'une réforme agraire à la fin de laquelle au maximum 3 paysans sur 10 sont devenus propriétaires de leurs terres.

► www.kilusangmagbubukid.org



KMP donne une assistance juridique à des paysans qui sont illégitimement expropriés de leurs terres.



PNFSP

Philippine Network of Food Security Programmes

Lutter pour la sécurité alimentaire aux Philippines

Le PNFSP aide des organisations paysannes aux Philippines à mettre en valeur leurs expériences et à améliorer leur fonctionnement.

Les Philippines sont un pays doté de terres fertiles et riche en ressources minérales, ce qui le rend attrayant pour des investissements étrangers en agriculture et dans le domaine de l'extraction minière. Depuis 1995, le gouvernement philippin favorise ce type d'investissements massifs au détriment de la production agricole locale. L'acquisition massive de terres par des entreprises étrangères pour la production de cultures de rente et des activités extractives entraîne une nette réduction des terres disponibles pour l'agriculture paysanne et compromet ainsi la souveraineté alimentaire du pays.

Un réseau national pour la sécurité alimentaire

Le réseau PNFSP a été créé en 2005 par 25 ONG philippines travaillant dans le domaine de la souveraineté alimentaire. Face à la situation lamentable de la sécurité alimentaire dans leur pays, elles ont décidé de se mettre ensemble pour faire avancer l'accomplissement du droit de la population à l'alimentation. Basé à Manille, le PNFSP essaie de renforcer les programmes de souveraineté alimentaire de ses membres en organisant des échanges d'informations et d'expériences mutuelles et en les aidant au niveau du renforcement de leurs



Le réseau PNFSP a été créé en 2005 par 25 ONG philippines.

capacités institutionnelles. En outre, le réseau s'engage activement dans des activités de recherche et de plaidoyer en faveur d'une agriculture durable comme base de la sécurité alimentaire.

Renforcement des organisations de base

Depuis 2011, les activités de PDG étaient axées avant tout sur le renforcement mutuel de capacités entre les membres du réseau en termes de fonctionnement interne et au niveau de l'utilisation de technologies appropriées. Les membres ont également échangé sur la pratique de l'agriculture biologique. Fin 2013, une évaluation des réalisations des derniers ans a montré que, pendant que des résultats considérables ont été atteints au niveau de

la production agricole, ces acquis sont de plus en plus menacés par la prise de terres pour l'exploitation minière ou pour les grands projets de développement industriel. Pour le nouveau projet qui a débuté en 2014, un volet supplémentaire « plaidoyer et mobilisation de la population » contre les activités minières et d'accaparement de terres a été ajouté pour compléter les formations et échanges mutuelles. Le projet est appuyé conjointement par l'ASTM et l'ONG belge Solidagro.

► www.pnfsp.org



MASIPAG

Magsasaka at Siyentista Tungo sa Pag-unlad ng Agrikultura

Lutter contre le changement climatique et pour des meilleures conditions de vie des paysans

MASIPAG se bat pour une agriculture biologique et sans OGM qui vise la reprise du contrôle de l'agriculture par les paysans.

MASIPAG a constaté que les paysans qui pratiquent la production agricole biologique gagnent en moyenne environ 100 euros par an de plus que les autres paysans, parce qu'ils ne dépensent pas d'argent dans des fertilisants et pesticides chimiques. Dans le contexte local, cela représente une économie importante. En plus, l'agriculture biologique contribue à un milieu plus sain et à une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Malgré cela, le gouvernement philippin poursuit une politique ambiguë.

En 2010, il a adopté une loi sur la promotion de l'agriculture biologique, mais en même temps il continue à promouvoir les cultures génétiquement modifiées et hybrides nécessitant le recours aux intrants chimiques. La loi actuelle insiste également sur une certification coûteuse des produits bio par les tiers, ce qui empêche les petits paysans de certifier leurs produits.

Un partenariat fort

MASIPAG, un réseau de paysans, d'ONG et de scientifiques, défend une agriculture écologique basée sur les connaissances traditionnelles des paysans et l'autonomisation des organisations paysannes. La valorisation des variétés de riz indigènes comme alternative aux sortes hybrides et OGM est un élément

central de leur travail. MASIPAG et ses membres gèrent une grande réserve de variétés locales de riz et ont développé par croisement de nouvelles variétés bien adaptées aux conditions locales. La formation des paysans en agriculture biologique, la facilitation des échanges de semences et d'informations entre paysans, ainsi que le plaidoyer en faveur de l'agroécologie sont d'autres domaines d'activité clés.

Faciliter la certification

Le projet en cours (2013-2015) vise le lobbying politique en faveur de l'agriculture biologique aux Philippines et contre la promotion des variétés OGM. Il s'agit également de renforcer les compétences des organisations locales de MASIPAG. L'un des objectifs principaux du projet est d'obtenir une modification de la loi sur l'agriculture biologique de 2010 pour qu'elle reconnaisse le Système Participatif de Garantie (PGS) proposé par MASIPAG, qui permet aux petits producteurs biologiques de faire certifier leurs produits à un prix abordable. En fait, beaucoup de paysans philippins hésitent à se convertir à l'agriculture biologique à cause des frais de certification très élevés de presque 900 euros. Avec le système de certification par les pairs, les frais pour la certification d'une ferme s'élèvent à un montant entre 20 et 60 euros selon la taille de l'exploitation.

► www.masipag.org



MASIPAG conserve et expérimente avec des variétés traditionnelles de riz.



PDG

Paghida-et sa Kauswagan Development Group

Assurer la sécurité alimentaire et la santé des communautés paysannes sur l'île de Negros

Le PDG travaille depuis 1987 pour les droits de la population rurale de Negros Occidental aux Philippines.

Une grande partie de la terre sur l'île de Negros est contrôlée par quelques familles élitistes qui possèdent des vastes exploitations où les paysans locaux sont engagés comme des ouvriers agricoles. La région est aussi la cible de grandes entreprises de l'extraction minière et de la production d'agrocarburants. Leurs projets, souvent protégés par l'armée ou par des milices privées, augmentent encore la pression sur la terre et sur l'environnement. Les revenus des paysans sont en baisse à cause de la réduction de la fertilité des sols suite à des décennies d'agriculture

chimique et de l'augmentation des prix d'intrants agricoles. Obligées de faire des économies et face à la défaillance de l'Etat d'assurer des services de santé adéquats et gratuits, les familles ont tendance à éviter de consulter des médecins privés et d'utiliser des médicaments sans ordonnance et en sous-dosage.

Lutter pour les droits des paysans

L'organisation PDG a été créée en 1987 avec l'objectif de contribuer au développement des communautés rurales de la province de Negros Occidental. Il s'agit de petits producteurs, de travailleurs agricoles sans terre et de pêcheurs. PDG les appuie dans leur lutte pour la terre, pour le respect de leurs

droits humains et pour l'amélioration de leur situation économique par voie d'une augmentation de la productivité agricole avec des méthodes écologiques. PDG a des relations très étroites avec d'autres partenaires de l'ASTM aux Philippines, notamment le réseau MASIPAG, KMP et PNFSP dans le cadre des campagnes pour une vraie réforme agraire, pour une agriculture durable et contre les activités des entreprises minières et de l'agro-industrie qui détériorent les conditions de vie des petits paysans.

Consolidation et expansion

Le premier projet avec PDG va se terminer fin 2014. Il a porté sur le renforcement des capacités de dix organisations populaires locales en matière de compétences organisationnelles, de l'organisation de campagnes et des techniques de l'agriculture durable. Ces activités ont été complétées par des actions politiques, telles que des campagnes pour une vraie réforme agraire et contre les activités d'extraction minière.

Dans un nouveau projet dès janvier 2015, PDG va poursuivre et approfondir les activités du premier projet et les élargir à 5 nouvelles communautés. Avec l'appui de PDG, des membres des dix organisations existantes seront chargés de mobiliser les nouvelles communautés. Un nouveau volet du projet visera la mise en place des services de santé de base comme réponse au manque de services de santé de l'Etat.



Des formations juridiques permettent aux leaders paysans de mieux faire valoir leurs droits.



TRAVAIL AU LUXEMBOURG

Promouvoir la prise de conscience et le changement de comportement

Un travail important

Depuis sa création en 1969, l'ASTM accorde une importance majeure à ses actions d'information, de sensibilisation et d'éducation à l'égard du public luxembourgeois. Ce travail est guidé par la conviction selon laquelle la construction d'un monde plus juste passe par une prise de conscience et un changement de comportement des citoyens dans nos pays occidentaux.

Le travail de l'ASTM dans ce domaine vise à permettre une meilleure compréhension des interdépendances et des mécanismes qui engendrent des relations injustes entre les pays du Nord et les pays du Sud. De même, elle s'efforce de démanteler les idées préconçues pour favoriser un dialogue inter-culturel et créer ainsi une réelle solidarité entre les peuples. Les actions d'information, de sensibilisation et d'éducation de l'ASTM s'inspirent directement des réalités dans les pays du Sud.

CITIM

Intégré dans l'accord-cadre "éducation au développement" entre l'ASTM et le Ministère des Affaires étrangères, le Centre d'Information Tiers Monde (CITIM) a pu être relogé en 2012 dans un local plus espacé et plus accessible au public. Le CITIM occupe à présent un espace au rez-de chaussé dans l'avenue de la Liberté à Luxembourg et a entièrement fait peau neuve.

Dès ses débuts en 1982, le CITIM a pour vocation de proposer au public du Luxembourg un centre d'informations riche et divers et de sensibiliser ce même public aux nombreuses facettes du Sud par le biais de manifestations publiques. Il met à votre disposition une biblio/médiathèque de prêt comprenant des livres, CD, vidéos/DVD, revues et journaux. Le CITIM propose également des coffres et d'autres outils pédagogiques destinés aux enseignants sur une grande variété de thèmes, ainsi que des ateliers pédagogiques.

En 2012, le CITIM a été intégré dans le réseau bibnet des bibliothèques luxembourgeoises (www.citim.lu) ce qui vous permet de consulter l'inventaire du CITIM par Internet.

Horaires d'ouverture du CITIM (55, avenue de la Liberté / L-1931 Luxembourg / citim@astm.lu): 14-18h (ma), 11h-18h (me à ve), 11h-13h (sa). Le CITIM est fermé le lundi et pendant les vacances scolaires.

Brennpunkt Drëtt Welt

La revue Brennpunkt Drëtt Welt est un périodique luxembourgeois qui, depuis sa première édition en 1973, informe régulièrement sur la politique de développement nationale et internationale, reprend des thèmes d'actualité et s'efforce de relayer la voix des peuples du Sud ici au Luxembourg.

Vous pouvez vous abonner à la revue Brennpunkt en versant 15 EUR (au Luxembourg) ou 25 EUR (à l'étranger) sur le compte CCP



Le projet «bibliothèque sac-à-dos» de l'ASTM permet aux écoliers de découvrir des livres pour enfants avec des histoires du monde entier.

LU 71 1111 0102 3550 0000 (BIC: CCPLLULL) avec mention "abo bp3w", sans oublier votre nom et adresse complète. Cet abonnement vous donne droit à 8 numéros qui paraissent en général tous les deux mois.

Agence culturelle

C'est pour contribuer à restituer aux cultures du Sud toute leur valeur, leur complexité et leur richesse, tout en impliquant notre public dans des créations et des spectacles réalisés en collaboration avec des artistes des pays du Sud, que l'agence culturelle a été mise en place en 1989, grâce à une convention avec le ministère de la culture.

L'ASTM entend ainsi ouvrir au public du Luxembourg un accès aux cultures du Sud en enrichissant le vécu de chacun à travers des rencontres avec des artistes d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie, lesquels nous parlent de leur pays, de leurs coutumes, nous apprennent à construire des instruments, nous font découvrir leurs danses et nous font goûter leurs plats. De telles actions ont pour but d'inciter à la découverte

et à l'écoute de l'Autre, de favoriser les échanges interculturels, de sensibiliser les participants aux problèmes de développement des pays du Sud et de diminuer ainsi leurs appréhensions et leurs préjugés éventuels face aux ressortissants de ces pays résidant ici au Luxembourg.

Agence communes

L'Agence communes a vu le jour en 1995 dans le contexte du projet luxembourgeois de l'Alliance pour le Climat qui a pour objectifs principaux la protection du climat et le soutien des indigènes des pays du Sud. Pour accomplir sa mission, l'Agence communes s'engage à réaliser la coordination de l'Alliance pour le Climat dans le domaine des activités relatives au Tiers Monde. Sa mission comprend les volets suivants:

- l'information des communes signataires sur les activités réalisées dans le cadre de l'Alliance dans le domaine du développement;
- le soutien lors de la mise en route des initiatives locales dans le domaine de la solidarité Nord-Sud;

- le soutien et le suivi des actions de solidarité Nord-Sud dans les différentes communes;
- la mise en place de rapports entre les groupes intéressés des communes et des organisations partenaires du Sud.

L'Agence communes travaille, à cet effet, avec les écoles, les associations et les responsables politiques des communes signataires.

Travail politique

L'ASTM considère ses actions politiques comme des composantes essentielles de l'éducation au développement, à la citoyenneté et à la solidarité active. Ces actions visent à analyser les développements politiques et économiques, à veiller à la cohérence de la politique luxembourgeoise en matière de coopération et à influencer les instances décisionnelles en vue de changements structurels dans les rapports entre le Nord et le Sud.

► www.astm.lu



SOUTENEZ L'ASTM!

Contribuer à un monde plus juste en soutenant
l'Action Solidarité Tiers Monde

Comment soutenir les projets de l'ASTM?

La solidarité peut avoir de multiples facettes: outre le changement de comportement individuel et l'engagement personnel au sein des ONG qui appuient les mouvements sociaux du sud, le soutien financier à ces ONG est essentiel pour faire avancer le développement.

L'Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) est une organisation non-gouvernementale de développement (ONG) agréée par l'Etat luxembourgeois. Notre fonctionnement s'appuie pour une grande partie sur le travail de bénévoles. Par ailleurs, nous avons besoin de ressources financières pour soutenir nos partenaires dans les pays du sud. Ce sont en premier lieu les dons de personnes privées qui rendent ce soutien possible.

Le co-financement: votre don se multiplie

Votre soutien à l'ASTM est indispensable pour accéder à des fonds publics et pouvoir ainsi apporter notre appui à des organisations locales qui luttent pour un changement social. Vos dons nous permettent, par l'intermédiaire de notre accord avec le Ministère des affaires étrangères, de bénéficier du cofinancement de la coopération luxembourgeoise. Le seuil d'intervention du Ministère peut atteindre 80%, les 20%

restants étant constitués de dons versés au profit de l'ASTM.

Donner selon vos convenances

Les dons en faveur des activités de l'ASTM peuvent se faire pour un montant de votre choix, par virement unique ou répété, ou par le biais d'un ordre permanent sur le compte bancaire IBAN LU76 1111 0099 9096 0000. Un ordre permanent mensuel permanent nous facilite la planification de nos engagements pluriannuels envers nos partenaires du Sud.

La déduction d'impôts

L'ASTM est une organisation agréée par le Ministère des Affaires Etrangères et peut donc recevoir des dons fiscalement déductibles dans le cadre de la déclaration de l'impôt sur le revenu. Si la somme des dons pour une ou plusieurs ONG dépasse 120 € par an, ils sont déductibles du revenu imposable, dans la limite d'un plafond fixé à 10% du revenu annuel de la personne donatrice. Chaque année, vous recevez un certificat sur le montant que vous avez versé à l'ASTM en tant que don, certificat qui doit être annexé à la déclaration d'impôts.

Faire-part

Baptêmes, anniversaires, mariages, mariages ou décès peuvent être des occasions

de faire appel à la générosité de vos proches en proposant un don en faveur de l'ASTM. N'hésitez pas à contacter l'ASTM dans de tels cas: nous vous expliquerons les détails de la démarche.

L'ordre permanent

Nous remercions tous ceux et celles qui nous soutiennent régulièrement avec un don. Dans ce contexte, nous voudrions encourager nos donateurs fidèles d'envisager de nous soutenir par un ordre permanent mensuel. L'ordre permanent nous facilite la planification de nos engagements pluriannuels envers nos partenaires du Sud. Pour chaque ordre permanent, le donateur ou la donatrice reçoit un abonnement gratuit à notre revue Brennpunkt Drëtt Welt.

Sur notre site Internet www.astm.lu, vous trouverez plus de détails sur les possibilités de faire un don. Vous pouvez également vous renseigner par téléphone auprès de l'ASTM (tél. 400 427-61).

ACTION SOLIDARITÉ TIERS MONDE a.s.b.l.
55, av. de la Liberté, L-1931 Luxembourg
Tél. 400 427-1
Fax 400 427-27
www.astm.lu
astm@astm.lu
IBAN LU76 1111 0099 9096 0000

Les engagements financiers de l'ASTM

PAYS	PARTENAIRE	DURÉE DU PROJET EN COURS	MONTANT TOTAL DU PROJET EN COURS	BUDGET 2015
AFRIQUE				
Burkina Faso	ARFA	36 mois	232.000	70.000
Burkina Faso	UBTEC	24 mois	75.000	38.000
Togo	CED	24 mois	180.000	40.000
Togo	CIDAP	36 mois	169.000	60.000
Togo	CADR	36 mois	51.000	26.000
Togo	INADES Formation	24 mois	50.000	25.000
Togo	GEME-SA	24 mois	50.000	25.000
Togo	LE SALUT	36 mois	150.000	50.000
AMERIQUE LATINE				
Bolivie	CEDIB	36 mois	267.830	87.514
Brésil	MCP	36 mois	156.535	56.700
El Salvador	ISD	36 mois	211.668	69.190
Equateur	SF	24 mois	119.892	56.546
Equateur	FDA	24 mois	151.352	77.775
Guatémala	CUC	36 mois	258.917	88.419
Guatemala	SERJUS	36 mois	en étude	en étude
Honduras	CENCOP	24 mois	149.681	75.839
Honduras	CDM	24 mois	128.692	62.140
Pérou	ADECAP	36 mois	209.062	64.976
Pérou	MIDE	36 mois	140.728	45.471
Pérou	FEDEPAZ	24 mois	en étude	en étude
ASIE				
Inde	SOBTI	36 mois	en étude	en étude
Inde	CHINTAN	36 mois	en étude	en étude
Inde	JANA JAGARAN	36 mois	220.337	76.441
Inde	SANTULAN	36 mois	213.699	74.429
Philippines	KMP	36 mois	126.350	35.000
Philippines	MASIPAG	36 mois	131.845	43.726
Philippines	NE-CBHP	36 mois	124.828	39.192
Philippines	PDG	36 mois	101.134	34.798
Philippines	PNFSP	36 mois	80.530	33.475
Palestine	ALROWWAD	36 mois	150.435	45.255
Palestine	PFU	36 mois	en étude	en étude
MISSION DE SUIVI ET D'ÉVALUATION				
Monde	Missions et suivi			27.000
Monde	Travail en réseau			20.000
Philippines	Bureau local			12.000

montants indiqués en euros

ASTM
ACTION SOLIDARITÉ TIERS MONDE

55, av. de la Liberté, L-1931 Luxembourg
T +352 400 427-1 / F +352 400 427-27 / E astm@astm.lu
CCPL IBAN LU76 1111 0099 9096 0000

www.astm.lu

BRENNPUNKT DRËTT WELT
NR. 285 NOVEMBRE 2014